

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 423 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 423
Oct. - Nov. 1993
30^e année

DANS CE NUMERO

- Négociations du GATT et Union nationale
- Suisse: l'offensive sur les conditions de travail bat son plein avec la complicité syndicale
- Lutte Ouvrière à la remorque du sionisme
- Correspondances: Le Sport, une entreprise capitaliste / Le conflit des dockers à la Martinique
- L'Algérie entre crise économique, répression et explosion sociale
- Chine: Délices du capitalisme nouveau
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

L'accord OLP-Israël ne mettra fin ni à l'oppression ni à la révolte contre celle-ci

L'accord de paix signé entre l'Etat israélien et l'OLP est la conclusion logique de toute l'évolution politique de ce front d'organisations nationalistes bourgeoises. Née dans la chaleur d'une lutte anti-coloniale, donc selon le marxisme de nature politique bourgeoise, mais néanmoins révolutionnaire (voir le mot d'ordre: *le chemin de Jérusalem passe par les capitales arabes*), l'OLP, toutes composantes confondues, abandonnant les exploités palestiniens et arabes en lutte lors du septembre noir jordanien comme de la Commune libanaise de Tall El Zaatar, allait très vite faire sa paix avec les capitales arabes. Il ne lui faudra guère plus de temps pour faire acte de soumission devant les grandes puissances impérialistes pour finir, il y a quelques années, par annoncer à Alger l'existence fantomatique d'un Etat palestinien et la reconnaissance implicite d'Israël. Cette trajectoire est le reflet de ce que nous avons appelé la *fermeture du cycle révolutionnaire bourgeois* qui a connu sa plus grande intensité dans les années 50 et 60 et dont le nationalisme palestinien était l'une des plus tardives manifestations. Abandonnant ses dernières velléités de bousculer l'ordre impérialiste fermement établi, les forces bourgeoises palestiniennes dont l'OLP est l'expression en étaient réduites depuis longtemps à mendier auprès des grandes puissances l'aumône d'un petit bout de territoire où installer un Etat croupion. Nous avons souvent expliqué qu'Israël et l'impérialisme n'accéderaient à ce désir que lorsque cela leur semblerait la meilleure solution pour

(Suite en page 4)

Lutte de classe contre l'offensive capitaliste !

Cette rentrée sociale s'est déroulée sous le signe d'une grêle de coups anti-prolétariens. Après la liquidation discrète de la retraite à soixante ans, le «plan quinquennal» cyniquement dit «pour l'emploi», annonce une attaque en règle contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Si certaines des mesures les plus frappantes (disparition du SMIC) ont été retirées pour faire croire à une concertation, celles qui ont été maintenues sont d'importance: à commencer par la disparition de la durée hebdomadaire légale de la durée du travail par l'annualisation du temps de travail afin de plier davantage les travailleurs aux besoins de l'activité cyclique des entreprises sans être arrêté par d'aussi archaïques «rigidités» que la nécessité de payer des heures supplémentaires, du chômage technique ou d'embaucher des extras. Quant à la réduction claironnée à grand bruit des réductions des impôts, outre qu'elle sera en fait plus sensible pour les hauts salaires, elle ne compensera même pas la hausse précédente due à la hausse de la CSG!

Dans ce très rapide survol il ne faut pas oublier la mesure politique

qui est indissolublement liée à ces attaques: la relance des pressions policières et étatiques de tout type contre les travailleurs immigrés dans le but d'affaiblir les capacités de réaction de la classe ouvrière en aggravant ses divisions et en lui désignant avec toute la puissance de l'Etat un bouc-émissaire commode: les étrangers, les demandeurs d'asile, les immigrés qui volent le travail des français, qui sont responsables de l'insécurité, qui droguent la jeunesse, pillent, violent, tuent, etc.

Cette série de mesures, annoncées au moment même où s'accélère l'avalanche des licenciements, sont justifiées par la défense et le développement de l'emploi. En effet pour les économistes charlatans bourgeois les causes principales du chômage sont à trouver dans les «coûts» trop élevés du travail et dans les «rigidités» qui entravent son emploi optimum par les entreprises et l'économie.

Le gouvernement entend donc s'attaquer à ces «rigidités» et

(Suite en page 2)

Italie: un pacte social contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière

Dès le mois d'avril le gouvernement avait pris l'initiative sur la question de la «politique des revenus» en élaborant un texte qui établissait une donnée fondamentale: la **prédétermination des salaires et de tout type de rémunération. C'est là la grande nouveauté que les trois Confédérations syndicales ont entièrement accepté: les syndicats, pour le compte des travailleurs ne pourront plus revendiquer des augmentations de salaire qui ne soient pas contenues dans le degré d'inflation prévu. Cela signifie en particulier que non seulement il n'existe plus de mécanisme automatique de défense des revenus contre l'inflation (l'échelle mobile a été supprimée), mais que le rattrapage de l'inflation est plafonné et laissé à la négociation entre syndicats et patrons. Sachant désormais d'expérience ce qui résulte d'une négociation entre patrons et syndicats, les prolétaires ne peuvent attendre rien de bon de cette nouvelle «politique des revenus».**

Après les élections de juin, le nouveau gouvernement Ciampi a proclamé vouloir conclure pendant l'été les accords sur la politique des revenus, ou sur le «coût du travail» comme elle est appelée. Tous les journaux, radios, télévisions, n'ont cessé jour après jour de rapporter l'évolution des négociations entre les différentes «parties»; un jour c'était les patrons qui se refusaient à tout compromis, un autre jour c'était au tour des syndicats de «hausser le ton», puis c'était le gouvernement qui mettait les uns et les autres au pied du mur. Le fait est que cet accord devait être réalisé avant la discussion du Budget et avant la rencontre à Tokyo des «7 grands». De cette façon la bourgeoisie italienne, endettée jusqu'au cou, s'assurait un pacte social contraignant avant la rentrée sociale; et d'autre part elle pouvait faire valoir aux bourgeoisies des pays plus puissants sa capacité intacte à exploiter à fond ses prolétaires et donc à remplir les caisses d'un Etat gaspilleur et corrompu.

Le pacte social présenté autoritairement aux patrons et aux syndicats contient un certain nombre de mesures fondamentales

qui marquent un tournant dans les relations sociales en Italie.

En ce qui concerne le soi-disant «mécanisme anti-inflation», il est prévu que le rattrapage ne soit pas automatique, mais que tous les deux ans il y ait une négociation pour une somme qui **ne doit pas excéder** le niveau d'inflation programmé par le gouvernement. Un «élément provisoire de rémunération» est prévu dans le cas où les conventions de travail n'ont pas encore été renouvelées, équivalent à 30% du taux d'inflation au troisième mois de la «vacance contractuelle», et équivalent à 50% au sixième mois. Après quoi tout reste entre les mains de la providence...

Pour ce qui est des conventions, l'accord prévoit: une convention collective nationale du travail de catégorie, valide 4 ans et une convention d'entreprise - ou territoriale - valide 2 ans. Il est exclu que la convention d'entreprise soit en contradiction avec la convention nationale, puisqu'il est explicitement précisé: «la discussion contractuel-

(Suite en page 6)

Rivalités inter-impérialistes en Afrique (1)

Chacun peut se rendre compte tous les jours que la disparition de la rivalité est-ouest n'a pas débouché sur un «nouvel ordre mondial» où la stabilité et l'équilibre entre les nations seraient la conséquence de la domination universelle incontestée de la seule super-puissance qui reste, les Etats-Unis. Nous avons souvent expliqué dans ces colonnes que la fin du monde bi-polaire issu de la dernière guerre mondiale marquait au contraire la fin de la stabilité, la fin des équilibres, aussi bien au niveau des rapports entre les Etats que nécessairement au niveau des rapports entre les classes, le début d'une période de repartage impérialiste du monde.

Si cette situation s'est manifestée pour l'instant avec le plus d'éclat, avec le plus de conséquences déstabilisatrices à moyen terme, sur le continent le plus déchiré de contradictions, le plus chargé de traditions sanglantes et d'horreurs en tous genres quand bien même il s' imagine représenter l'expression achevée de la civilisation humaine, c'est-à-dire l'Europe, c'est peut-être l'Afrique qui risque dans l'immédiat de payer le prix le plus élevé de cette *guerre générale de tous contre tous* qui est la règle permanente de la vie sous le capitalisme mais qui s'exacerbe encore dans les temps de crises.

Au moment où nous écrivons, la tant vantée opération «humanitaire» onusienne en Somalie montre son vrai visage: les organisations charitables et autres ONG ont été priées de laisser le champ libre aux militaires

(Suite en page 8)

Lutte de classe contre l'offensive capitaliste!

(Suite de la page 1)

diminuer ces «coûts». Cette orientation n'a rien d'original; elle a été suivie par tous les gouvernements depuis l'éclatement de la crise économique des années soixante-dix. Elle représente la réponse du capitalisme à ses crises économiques: non pas la relance de la production par une **augmentation de la consommation populaire** comme le voudraient les contes de fées réformistes, mais la **reconstitution des profits** mis à mal par la crise, par une **augmentation de l'exploitation** des travailleurs et l'élimination des entreprises les moins rentables qui pèsent sur le taux de profit moyen de l'économie. La conséquence en est une **baisse de la «consommation populaire»** à la suite de la baisse du niveau de vie des travailleurs, l'augmentation du chômage parallèle à une dégradation des conditions de travail et une augmentation de la charge de travail pour ceux qui ont un emploi, la précarisation accrue et l'incertitude générale de la condition prolétarienne.

Dans la période d'expansion économique qui a suivi les gigantesques destructions de la dernière guerre mondiale, le capitalisme a pu, chichement mais régulièrement, concéder des «avantages», accorder une hausse du niveau de vie pas seulement pour de minces couches «aristocratiques» mais même pour l'ensemble de la classe ouvrière dans les métropoles impérialistes. Pour parer aux désagréments de la lutte ouvrière et domestiquer le prolétariat, il a progressivement mis en place grâce à l'aide irremplaçable du réformisme contre-révolutionnaire tout un ensemble de «garanties», d'institutions sociales, bref d'«amortisseurs sociaux» en tout genre. L'Etat bourgeois n'apparaissait plus comme une «trique» au service des patrons, mais comme l'«Etat providence» au dessus des classes, protecteur des faibles et des opprimés. Les ouvriers paraissaient ne plus appartenir à une classe à part, une classe révolutionnaire qu'un fossé infranchissable sépare des classes dominantes; ils se fondaient dans l'ensemble indifférencié du «peuple», voire même dans les «classes moyennes». Et d'ailleurs les idéologues assuraient que, résidus d'un autre âge, ils étaient en voie de disparition devant les progrès de l'automatisation (les plus enthousiastes annonçant même la venue imminente des sociétés «post-industrielles» et de la «civilisation des loisirs»...).

Si le capitalisme pouvait connaître une expansion sans limites, les idéologues bourgeois auraient eu raison, non de crier à la mort de la classe ouvrière et de l'antagonisme de classes, mais à la disparition du caractère violent et irréductible de cet antagonisme et donc à la disparition de la perspective révolutionnaire.

Mais le capitalisme ne peut échapper à ses contradictions internes. Sous ce mode de production la croissance ne fait que préparer la crise - et la très longue période d'expansion comme celle de ce second après-guerre ne pouvait que déboucher sur des crises profondes. Et alors: *Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société - l'épidémie de surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui leur fait obstacle; et toutes les fois que les for-*

ces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise (Le Manifeste).

**LA REPONSE BOURGEOISE EST
LA MEME DANS TOUS LES
PAYS: REDUIRE LE «COUT» DU
TRAVAIL**

L'attitude de la bourgeoisie est en substance la même partout. Nous consacrons un article au «Pacte Social» en Italie et un autre à la situation en Suisse; en Espagne le gouvernement prépare un pacte social pour se débarrasser des protections sociales héritées... du franquisme; un pacte social est également en préparation en Belgique; en Allemagne un «rapport sur les moyens de restaurer la compétitivité» du pays préconise la remise en cause de nombre d'acquis sociaux tandis que le gouvernement veut déjà diminuer les congés payés soi-disant pour améliorer les prestations aux personnes âgées; en Hollande c'est un rapport du Parlement qui préconise d'en finir avec l'«Etat providence». On n'en finirait pas d'énumérer les pays - jusqu'au puissant Japon - où la «dérégulation» et les «sacrifices» demandés aux travailleurs sont les enjeux fondamentaux des revendications patronales et de l'action gouvernementale; le «coût» du travail est trop élevé, voila le cri unanime des bourgeois du monde entier.

La presse a assez largement commenté un rapport du C.E.R.C. (organisme officiel «d'étude des revenus et des coûts») publié au début de l'été. Ce rapport établit qu'en matière de coût du travail, «la France est en position médiane parmi les pays industriels»: elle a des coûts supérieurs à ceux de pays comme l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, sans parler des pays à faible coût que sont le Portugal et la Grèce: mais elle a des coûts inférieurs à ceux de l'Allemagne, de la Belgique ou du Japon. Quelle que soit la valeur de ce genre de calculs, ils montrent déjà que la situation des patrons français n'est pas si désespérée; mais si on prend la peine de se reporter au rapport lui-même on découvre une constatation que les journaux ont passé sous silence: un plus grand écart entre les rémunérations que dans les autres pays industriels et le faible coût de la main d'oeuvre ouvrière proprement dite; le rapport écrit: «Pour la main d'oeuvre ouvrière, la France se rapproche donc des pays à faible coût!» La classe ouvrière aurait donc bien tort de se laisser culpabiliser et prendre au piège des raisonnements sur la nécessité de se serrer la ceinture et de se sacrifier pour redonner la santé aux entreprises en butte à la concurrence féroce de l'étranger...

Mais en réalité pour le capitalisme le travail n'est pas un coût, mais d'abord la **source du profit**, la source en définitive de toute richesse. C'est la part du travail non-payée, le «sur-travail» qui constitue la plus-value, véritable moteur du système capitaliste. Chercher à diminuer le «coût» n'est autre chose que chercher à diminuer la part du travail qui est payée (sous la forme du salaire) et augmenter donc la part non payée, chercher à augmenter l'extorsion de plus-value, l'exploitation, la **tonte** des prolétaires. Autrement dit, augmenter le **coût du capitalisme** payé par les prolétaires en termes d'usure physique, nerveuse et psychologique, en termes de misère, d'oppression et d'exploitation.

**LA REPONSE PROLETARIENNE
DOIT ETRE LA MEME: REPRISE
DE LA LUTTE DE CLASSE!**

La réponse prolétarienne à cette offensive généralisée de la bourgeoisie pour restaurer ses profits ne peut donc se placer sur le terrain truqué de la quête des «solutions» pour «sortir de la crise» et «relancer l'économie». Elle ne peut s'appuyer sur les regrets du bon vieux temps de l'expansion, époque que les économistes eux-même disent définitivement révolue. Elle ne peut en un mot faire confiance aux hiérarchies syn-

dicales et aux partis réformistes qui ne jouent la comédie de l'opposition aux mesures gouvernementales (dont ils ont souvent collaboré à la préparation) que pour mieux éviter d'organiser toute action de défense et se préparer à remplir si nécessaire leur fonction de **pompier sociaux**: de la CFDT qui crie au danger d'explosion tout en trouvant des points positifs au Plan contre l'Emploi, à FO qui demande un gel des licenciements pendant 6 mois (pourquoi 6 mois?) à la CGT qui appelle à une rencontre avec les autres syndicats pour discuter d'une action, il est difficile de déterminer quelle confédération syndicale se moque le plus des travailleurs. Si les syndicats français n'ont pas signé comme leurs collègues étrangers de *pacte social* pour entériner les attaques anti-ouvrières, c'est pourtant grâce à leurs efforts convergents pour désarmer et pacifier les prolétaires que des objectifs identiques seront atteints ici aussi. Et la nécessaire riposte prolétarienne ne pourra donc se faire qu'indépendamment et contre leurs orientations.

La période qui s'ouvre sera de plus en plus celle des affrontements de classe ouverts, d'une ampleur sans cesse grandissante. Pour pouvoir non seulement résister, mais rendre coup pour coup et avoir une chance de vaincre dans les futures batailles, la classe ouvrière devra rompre avec tout l'héritage paralysant des traditions pacifistes, collaborationnistes, démocratiques, lé-

galistes répandues par la bourgeoisie et entretenues par les appareils de la collaboration des classes. Elle devra renouer avec les traditions, les méthodes et les moyens du mouvement prolétarien et communiste. Elle pourra alors opposer à l'offensive bourgeoise la lutte unie des travailleurs de tous les pays pour l'augmentation des «coûts» du travail, pour la diminution de la charge de travail et de sa durée; non pas pour la reconnaissance par le capital de «garanties» ou de «droits» qui ne sont jamais que des concessions temporaires et des entraves permanentes, mais pour la destruction de la société du capital.

Et pour cela, comme le disait un de nos textes («Mouvements revendicatifs et socialisme»): **«Le prolétariat devra répondre aujourd'hui aux mêmes appels révolutionnaires que ceux lancés par Marx il y a plus de cent ans, par la IIIe Internationale il y a plus de quarante ans: remplacement du mot d'ordre conservateur «un salaire équitable pour un travail équitable» par le mot d'ordre révolutionnaire: «abolition du salariat!». Constitution en parti politique distinct, en opposition avec tous les partis des classes possédantes, y compris ceux qui se déclarent «ouvriers», voire socialistes et communistes! Prise révolutionnaire du pouvoir! Transfert de tous les moyens de production et de tout le produit à la collectivité travailleuse! Tel est le programme communiste.»**

Négociations du GATT et Union nationale

Les négociations sur le commerce des produits agricoles sont l'occasion d'une bruyante démonstration d'union nationale. Tous les partis, du PCF au FN en passant par le PS et les partis au pouvoir condamnent les fameux accords de Blair-House. Tous, avec des accents cocardiers dans la voix, assurent les pauvres paysans de leur solidarité, affirment qu'il va de l'intérêt national de résister au chantage américain.

Certains journaux étrangers, perplexes devant cette levée de boucliers, veulent même l'expliquer par la nostalgie des racines paysannes qui sommeillent dans le coeur de chaque français! La réalité est plus prosaïque. L'exportation des produits agricoles est sinon le principal, du moins un des principaux postes positifs dans la balance commerciale de la France. La France est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles derrière les Etats-Unis. Ces derniers n'ont pas cessé de perdre des parts de marché devant la concurrence européenne: en dix ans, de 1980 à 1990, la part américaine des exportations mondiales de produits agro-alimentaires s'est réduite de 17,5% à 13%, tandis que la part française est passée de 8 à 10% et la part hollandaise (2ème exportateur agricole de la CEE) a augmenté de 6,5 à 8%.

La Politique Agricole Commune (la célèbre PAC) a permis à coup de subventions d'augmenter grandement la productivité de ce secteur, tout en limitant la croissance de la production (en instituant une politique de mise en jachère et une politique de quotas) pour ne pas faire s'effondrer les cours. Cette PAC tant décriée par les petits exploitants parce qu'ils croient y trouver la cause de leurs difficultés (alors qu'elle se contente d'amortir les conséquences des lois économiques du capital qui poussent inéluctablement à la disparition des propriétés les moins rentables), a au contraire été la source de la prospérité des plus gros exploitants.

Dans la concurrence accrue sur le marché mondial entre Etats capitalistes, les Etats-Unis veulent rétablir leur position sur les lucratives exportations agricoles. Leur objectif est de restreindre les exportations européennes et pour cela d'affaiblir la PAC, c'est-à-dire de faire disparaître ou de diminuer autant que possible les subventions qu'elle accorde aux exportations.

Du côté européen, les intérêts divergent. La PAC avait été bienvenue parce qu'elle

permettait de s'affranchir de la tutelle dans ce domaine des américains qui n'avaient pas hésité, selon leur habitude à menacer d'embargo pour faire plier les européens (affaire du soja). Ce but étant atteint, les Etats à l'agriculture réduite (Allemagne, Grande-Bretagne) sont partisans de céder aux américains sur ce dossier pour préserver leurs exportations de produits industriels. Le contraire est vrai par la France qui exporte assez peu aux Etats-Unis.

Et l'on assiste à ce spectacle comique où les chantres du libéralisme, des lois du marché, de la flexibilité, de la déréglementation en ce qui concerne les affaires sociales et la protection des travailleurs, deviennent tout d'un coup des partisans de la réglementation, de l'intervention de l'Etat et des limites aux lois du marché lorsqu'il s'agit des intérêts du capitalisme français.

Et l'on voit de gros exploitants groupés en une «coordination rurale» faire manifester les petits paysans pour le maintien de la PAC où leur disparition est programmée et même rechercher des appuis auprès des syndicats - y compris des coordinations et syndicats contestataires - pour qu'ils continuent à être subventionnés et que les prix restent élevés... Mais au-delà de ces bizarreries typiques de la politique bourgeoise, la plus grande incohérence est celle qui est inhérente au capitalisme lui-même: les rivalités commerciales actuelles sur les produits agricoles sont la conséquence du fait que les marchés sont **saturés**, que l'agriculture des grands pays capitalistes produit **trop**. Et pourtant au même moment des masses énormes de population sur la planète ne mangent pas à leur faim ou souffrent périodiquement de famines.

Mais pour le capitalisme ces centaines de millions d'individus, peut être des milliards, ne constituent pas un marché, car ils ne sont pas solvables: ils ne pourraient pas acheter de produits agricoles européens ou américains à un prix suffisamment élevé pour garantir un taux de profit acceptable.

«Qu'ils crèvent!», s'écrient donc les bourgeois, et en s'adressant aux prolétaires, «serrez les rangs autour de nous pour maintenir nos profits, nous vous revaudrons ça un jour ou l'autre!». Et malheureusement les prolétaires n'ont pas encore la force de rétorquer: «crevez donc vous-mêmes, avec tout votre système affameur, vos GATT et autres PAC!».

Suisse: l'offensive sur les conditions de travail bat son plein avec la complicité syndicale

L'économie mondiale, en plongeant dans une crise internationale profonde où tous les rapports de force sont remis en question, où toutes les certitudes d'hier deviennent les mirages d'aujourd'hui, même les capitalismes qui semblaient se défier de tous les soubresauts mondiaux, comme celui de la Suisse, sont emportés par la tourmente. En deux ans à peine, le chômage a presque rattrapé les taux des principaux voisins européens. Il touche aujourd'hui 165.000 personnes, soit un taux de 4,6 %, mais les analystes bourgeois pensent qu'il atteindra rapidement les 230.000 chômeurs, soit un taux de 6,5 % environ. En fait la réalité se situe plus haut encore que les chiffres officiels. L'industrie suisse, à part quelques secteurs comme l'horlogerie ressuscitée (mais qui augmente son chiffre d'affaire et ses bénéfices en diminuant le personnel employé), subit de plein fouet une concurrence acharnée sur les marchés extérieur et les conséquences de l'économie de casino de la fin des années 80 (dans le secteur immobilier particulièrement).

La guerre contre les prolétaires a donc été ouverte sur tous les fronts avec une efficacité toute helvétique. Pas de grands débats parlementaires interminables, destinés toutefois à masquer la mise en place des offensives anti-ouvrières, à peine quelques états d'âme chez les bonzes syndicaux qui ne peuvent pas abandonner un semblant d'opposition. Elle couvre plusieurs fronts, à différents niveaux, avec comme but évident de baisser les coûts de production de manière drastique. Les licenciements massifs sont le premier et plus évident coup de force du capital contre le prolétariat, mais viennent ensuite les baisses de salaires directes par engagement ou réengagement à des salaires nettement inférieurs, la suppression de l'indexation du coût de la vie, des primes et autres accessoires complémentaires du salaire, le non-paiement des primes pour les heures supplémentaires forcées, etc... L'armée des experts en management, en juste-à-temps, en engineering, en timing, etc... s'est mise en route pour réduire la masse salariale en augmentant la productivité du travail, par tous les moyens possibles, techniques bien sûr, mais aussi par la pression et la menace du chômage exercée sur les prolétaires.

Dans cette offensive, les patrons ont pu compter à la fois sur la passivité complice des syndicats et sur leur participation directe. Cette collaboration étroite vient encore une fois de se concrétiser lors des négociations sur la nouvelle convention collective en juin dernier.

La grande remise question que les patrons désiraient faire à cette occasion, concernait les horaires de travail et les salaires. Il s'agissait de créer de nouvelles réglementations contractuelles pour mener l'offensive de façon ouverte et surtout pour offrir une grande panoplie de moyens aux chefs d'entreprises afin de diminuer les coûts salariaux sans remettre en cause les équilibres de production. Le but est atteint depuis le 26 juin dernier où l'assemblée des délégués de la FTMH (syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie) acceptait la nouvelle convention collective de travail introduisant un « article de crise » que bien des patrons d'autres pays peuvent envier. L'article prévoit qu'en cas « de réelles difficultés économiques » une entreprise pourra faire travailler 45 heures les ouvriers au lieu de 40, **pour le même salaire**. Une autre possibilité est offerte aux entreprises, non cumulable avec la première précise la convention, celle de **supprimer le 13ème salaire de fin d'année**, portant véritable institution conventionnelle en Suisse.

Les bonzes syndicaux ont donné l'air de

s'être battus, mais acculés par la fatalité, de n'avoir cédé qu'en dernière extrémité. Pierre Schmidt, vice-président de la FTMH déclarait, après les négociations finales du 16 juin, que: « Les patrons voulaient aller plus loin dans la déréglementation. Nous avons finalement fixé un cadre strict aux dérogations éventuelles à la convention collective. On a ainsi évité la flexibilisation sauvage des conditions de travail ».

Pour un peu on en pleurerait! Comme il y a toujours pire pour les ouvriers, chaque concession faite à la bourgeoisie peut ainsi être justifiée!

Cet acte de collaboration ouverte entre directions syndicales et représentants de la bourgeoisie n'a soulevé que peu de réactions étant donné l'état d'apathie générale d'un prolétariat qui encaisse brutalement les coups sans jamais avoir appris à les rendre par la lutte de classe.

Quelques réactions des milieux réformistes se sont faites entendre pour jouer à l'indignation et se faire valoir auprès des travailleurs qui les écoutent encore. Les plus imbéciles de la cete gauche - débordante de bonnes idées pour épargner aux travailleurs les affres de la crise capitaliste tout en conciliant les intérêts de l'économie nationale - ont réagi en criant à l'imposture contre les patrons. Si les patrons augmentent les heures de travail, disent-ils, c'est qu'ils ont plus de commandes et qu'ils peuvent créer de l'emploi plutôt que d'augmenter les heures de travail.

Ces gens qui se mettent si souvent à genoux devant le capitalisme pour mieux le servir, oublient dans leurs élans démagogiques ce qu'est le capitalisme: une machine qui ne vit que pour le profit et dont la production est définie uniquement par les lois du marché et de la concurrence. Si, dans la situation d'extrême concurrence qui sévit sur les marchés, un capitaliste veut arracher des parts de marché, ou tout simplement ne pas perdre les siennes déjà acquises, il doit chercher toutes les solutions pour diminuer les coûts de production, c'est-à-dire accroître la pression qu'il exerce sur les prolétaires. Si pour arracher une affaire, il a dû baisser ses prix en dessous ou à la limite de ses prix de production, il ne lui reste qu'une seule chance de sauver quelque profit ou d'éviter la ruine, c'est de s'attaquer au salaire. Pour cela il peut diminuer directement les salaires, c'est la possibilité que lui donne l'article 72 de la nouvelle convention collective en lui accordant la possibilité de supprimer le 13ème salaire, ou, et c'est là la solution la plus facile à faire accepter aux prolétaires, abaisser le coût unitaire (à l'heure) de la main d'oeuvre en augmentant les heures hebdomadaires de travail pour le même salaire. Dans ce dernier cas, l'ouvrier sauve son pouvoir d'achat et ne fait « que » subir une charge de travail plus lourde. Mais dans un cas comme dans l'autre, il s'agit pour le capitaliste d'augmenter la part de travail non payée. Toute offensive capitaliste sur les conditions de vie et de travail des prolétaires n'a que ceci comme objectif.

Pour les prolétaires il n'y a aucun intérêt de se demander si l'on pourrait faire autrement, ou s'il peut y avoir des solutions d'« aménagement du travail » dans le cadre existant pour éviter les situations douloureuses. **Il n'y a pas de solution à l'emploi dans le système capitaliste**. La seule chose qui puisse compter pour les prolétaires est de se défendre contre ces attaques capitalistes **en s'organisant sur des bases classistes et indépendantes**. Il n'y a pas de conciliation possible entre les intérêts des classes ennemies que sont objectivement le prolétariat et la bourgeoisie. Tout n'est que rapport de force.

Les patrons ont fort bien compris depuis de longues décennies qu'avec l'aide du réformisme et de l'opportunisme ils pouvaient établir un rapport de force totalement en leur faveur, moyennant quelques miettes; rapport de force qui, dans les périodes de crise, leur permet d'avancer sur le terrain de l'offensive sans craindre de riposte. Cette bataille suit aussi celle de la réintroduction du travail de nuit des femmes et bien d'autres déréglementations.

Avant que soit négociée cette nouvelle convention de la métallurgie, ils avaient déjà commencé, dans beaucoup de secteurs et entreprises, à exercer un chantage à la baisse des salaires ou à l'augmentation des heures de travail. Maintenant la chose est devenue légalement possible. En juin déjà, sentant le vent venir, l'entreprise Fael SA (dans le canton de Neuchâtel) annonçait aux 80 employés que leur horaire passerait de 40 à 42 heures par semaine. Ce sera plus tard Salvis SA (Lucerne) qui fera passer ses 93 employés de 40 à 42 heures pour le même salaire. D'autres entreprises ont appliqué ce système ou sont en cours de négociation pour le faire.

Mais il y a surtout Von Roll qui donne le ton: 600 salariés du département des produits en acier vont devoir travailler 42,5 heures par semaine au lieu des 40 heures. Von Roll est une des grandes entreprises helvétiques de la métallurgie. Qu'elle puisse aujourd'hui justifier conventionnellement de la baisse des prix sur le marché pour augmenter les heures de travail, est une porte ouverte pour que la grande industrie (et pas seulement les petites entreprises en perte) exploite à fond ces nouvelles possibilités « d'exception » **jusqu'à les banaliser un jour**.

L'USS (Union Syndicale Suisse, organe faitier, regroupant donc la FTMH) ne se soucie guère de cela, ce qui lui importe c'est de servir au mieux, dans sa fonction d'agent social du capital, les intérêts de l'économie nationale et de se mettre au coude-à-coude avec les patrons pour éviter tout affrontement remettant en question la lourde paix sociale helvétique. Mais le réformisme, pour autant qu'on puisse parler encore de réformisme à propos de la sociale-démocratie, a ceci de traditionnel, c'est que, tout en se mettant à genoux devant les exigences du capital et de l'Etat, il entretient encore des illusions sur les voies démocratiques vers une autre société, plus juste, plus sociale, plus égalitaire, plus solidaire, plus etc... Il y a vingt ans, il pouvait proposer de grandes « réformes », comme les nationalisations, garantissant soit-disant la société des crises, de la misère et du chômage. Les choses sont devenues plus compliquées aujourd'hui et le réformisme doit, pour garder son audience paralysante sur les prolétaires, inventer des concepts politico-économiques de plus en plus scabreux et fantaisistes, mais qui ont tous comme base première **l'acceptation volontaire** par les prolétaires d'une situation de crise exigeant d'eux des sacrifices.

Dans le numéro de « Débats » du 1er mai de cette année (mensuel du parti socialiste de Genève), consacré au partage du travail, on pouvait lire dans l'édito que: « L'USS a engagé les travailleurs à entrer en négociation pour la réduction du temps de travail, avec maintien des salaires pour les bas revenus et embauche supplémentaire pour créer des emplois ». Dans l'article suivant, les socialistes de Genève osent aller plus loin encore dans la démagogie et le cynisme en proposant « la semaine de 4 jours (32 heures) comme étape importante vers un nouveau projet de société » (1).

Pendant qu'on augmente les heures de travail et que l'on diminue les salaires dans les entreprises avec la bénédiction de l'ap-

pareil syndical et des socialistes eux-mêmes, le PS invente les « formules volontaires » pour encourager le travail à temps partiel (en découvrant que cette formule permet en autre chose « de mieux partager les tâches ménagères et éducatives dans un couple »!), pour « échanger le travail » avec un chômeur le temps de former ce dernier à de nouvelles tâches, ou pour partager son poste avec un chômeur, avec évidemment baisse de salaire à la clef. Ils appellent cela le partage du travail, mais il s'agit plutôt de la répartition du chômage, **dans le but évident d'habituer les prolétaires aux réductions de salaire et à une précarité plus grande de l'emploi et des conditions de travail**. L'objectif de la bourgeoisie est d'ailleurs assez clair. Les salaires en Suisse sont trop haut pour assurer à l'industrie une compétitivité sur le plan mondial. Le niveau général des salaires doit donc être ramené au plus vite à celui des principaux concurrents et ensuite il ne doit plus progresser, en suivant pour cela l'exemple américain où le pouvoir d'achat des ouvriers n'a pas évolué depuis 20 ans et même baissé pour une majorité d'entre eux.

Face à ces attaques bourgeoises la classe ouvrière ne doit pas rester les bras ballants, mais le chemin sera long avant qu'elle se réapproprie ses armes de lutte de classe. Les conditions de désorganisation, et d'absence de tradition - même ancienne - sont telles que les premières réactions à cette vague de l'offensive bourgeoise prendront un caractère local et sporadique. Chaque réaction ouvrière sera soumise à la pression et à l'étouffoir des syndicats traditionnels, pour l'isoler, pour la faire revenir dans les ornières de la solution négociée, faite de compromis et de plans sociaux avalisant les licenciements, les baisses de salaire ou les augmentations des heures de travail. Dans leur lutte, les prolétaires ne devront compter que sur leur propre force et ne jamais perdre de vue que **leurs intérêts ne sont pas conciliables avec ceux de l'économie capitaliste**, que leur seule force réside dans leur nombre, dans leur volonté, et que leur arme ne peut être que celle de **la grève sans préavis ni limitation préalable de durée**. Ils doivent combattre toutes les illusions sur le « partage du travail » qui ne font qu'alimenter les soirées électorales, les débats télévisés entre gens de bonne compagnie, et toutes les chimères sur la nouvelle « solidarité » qui consiste à partager la misère entre tous.

La vraie solidarité pour les prolétaires est ailleurs. C'est celle qui **unit dans la lutte** l'ensemble des catégories ouvrières, notamment celles des travailleurs occupés et celle des chômeurs.

Leurs vraies revendications de classe sont celles de la lutte contre les licenciements, celle de la réduction des heures de travail, non pas dans l'espoir illusoire de créer de nouveaux emplois, mais pour diminuer la charge de travail et augmenter le temps de repos, et pour les chômeurs celle du salaire intégral et sans restriction de durée.

(1) Le canton de Genève, avec 7,5 % de chômage, est la région la plus touchée par la crise. Les socialistes, et les groupes « alternatifs », deviennent donc les champions de la recette anti-chômage pour ratisser les voix électorales.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5ème liste 1993

Alain: 200,00 / Marc: 210,00 / A.B.: 300,00 / Roger: 1000,00 / Manolo: 206,00 / Vaucluse: 300,00 / lecteur: 15,00 / Paris: 500,00.
Total: 2.731 F. Total général: 9.594 F.

Lutte Ouvrière à la remorque du sionisme

À l'occasion de l'accord OLP-Israël, Lutte Ouvrière s'est davantage étendue sur la question palestinienne qu'elle n'en a l'habitude - et cela a été l'occasion de faire apparaître plus clairement les sympathies pro-israéliennes de cette organisation. Lutte Ouvrière juge positivement ce qui se passe en titrant en première page: «L'Armée d'occupation a dû reculer devant les pierres de l'Intifada». Il est vrai que c'est la persistance de l'Intifada et plus généralement de l'hostilité ouverte des populations palestiniennes qui a poussé l'Etat israélien à accélérer la recherche d'une solution pour «se débarrasser de Gaza». Nous avons signalé dans un récent numéro du «Prolétaire» que certaines personnalités israéliennes appelaient même à un retrait unilatéral. Mais avec cet accord, Israël a trouvé mieux: elle charge l'OLP de rétablir et de maintenir l'ordre à Gaza. On chercherait en vain dans les articles de Lutte Ouvrière une dénonciation claire de cet accord; au contraire «L'éditorial d'Arlette Laguiller» (L.O. numéro 1315, du 17 sept. 93), «Un faible espoir», estime que: «il y a un petit espoir en Palestine, et c'est tant mieux». Mieux (ou pire) si L.O. consacre un article à critiquer timidement l'OLP, elle ne juge pas utile d'en consacrer un à la critique de l'Etat israélien, qu'elle excuse pratiquement au contraire: «Quand les juifs, bouleversés et traumatisés par ce qui s'était passé durant la 2ème guerre mondiale ont, à l'issue de celle-ci, éprouvé le besoin de se créer un pays, une nation, un territoire, personne de ceux qui ont vécu la période ou ceux qui l'ont imaginée au travers des films ou des récits ne peut le reprocher» (Rappelons que le projet sioniste date d'avant la première guerre mondiale et qu'il était combattu par les marxistes et les organisations ouvrières y compris juives, comme le BUND. Le sionisme, courant politique bourgeois, trouva dans les massacres des juifs pendant la deuxième guerre une excellente justification de son projet. Les organisations sionistes n'hésitèrent même pas à placer des bombes dans certaines synagogues de certains pays arabes pour inciter les juifs à venir «se réfugier» en Israël...) «En revanche - écrivent les moralistes de L.O. - que les dirigeants sionistes osent pour cela chasser des centaines de milliers de palestiniens de leur pays, c'est cela qui est contestable (sic!) et évidemment contesté (!!!) par ceux qui en ont été les victimes» (L.O. ne dit pas que les sionistes avaient également déclaré aux bourgeois européens qu'ils feraient de leur Etat un instrument de la «civilisation européenne» contre les arabes) «Pour se créer un Etat à eux, les Juifs ont dû combattre les anglais. Ils ont dû combattre les Etats arabes réactionnaires qui, au nom bien sûr de la défense des Palestiniens dont ils se moquaient, défendaient leur main-mise sur la Palestine (...). Depuis 45 ans Israël a dû vivre les armes à la main (...) Mais les dirigeants israéliens se sont aussi (!!!) servi de leurs armes contre les Palestiniens. Et il y a deux victimes, le peuple palestinien et le peuple israélien, car on est pas libre quand on opprime un autre peuple».

Cette ahurissante présentation historique n'est rien d'autre qu'une **apologie du sionisme**, en dépit des critiques à l'encontre des «dirigeants», critiques que l'on rencontre aussi sous la plume des sionistes de gauche. L.O. assimile «les juifs» aux organisations terroristes sionistes qui luttaient contre les anglais (et contre les palestiniens: l'oubli de L.O. n'est pas innocent), puis à l'Etat israélien qui a été obligé en quelque

sorte de lutter contre les Etats arabes réactionnaires (l'Etat israélien, raciste, théocratique et colonial, n'étant pas, lui, réactionnaire!). Mais par contre ce sont «les dirigeants» seuls qui se sont servis de leurs armes - on ne sait trop pourquoi - contre les Palestiniens (1). Et du coup, «le peuple israélien» devient sous la plume de L.O. une «victime», au même titre que le peuple palestinien! Le tour est joué; et dans ce tour de passe-passe L.O., plus forte qu'un illusionniste de cirque, a fait disparaître toute la réalité socio-politique de la région. Cette réalité c'est qu'Israël est un Etat colonial (un Etat «pied-noir») donc nécessairement fondé sur la déportation des palestiniens; un Etat gendarme, au service de l'impérialisme occidental, représentant une menace permanente pour les Etats de la région; un Etat sur-militarisé (grâce aux subventions impérialistes) où toutes les classes sociales juives sont soudées dans une étroite Union Sacrée à cause de ce danger de guerre permanente et d'une situation de privilégiés à défendre, car les non-juifs sont des citoyens de seconde zone sans les mêmes droits, ni bien sûr les mêmes salaires et les mêmes conditions de vie que les juifs.

Une perspective qui existe en théorie, est qu'Israël cesse d'être un Etat juif, se transforme, en un Etat bourgeois classique où tous les citoyens ont les mêmes droits quelles que soient leur race ou leur religion, qu'il renonce à sa déformation militariste et à l'hypertrophie de son complexe militaro-industriel qui le rend totalement dépendant de l'impérialisme (les gouvernements israéliens ont toujours oeuvré pour que les USA payent la moitié de leurs dépenses militaires), au profit d'un développement capitaliste classique dans le cadre de relations économiques avec les Etats arabes de la région.

Cette perspective avancée autrefois par les organisations palestiniennes d'un «Etat laïque et démocratique» pour tous les habitants de Palestine a toujours été un anathème pour les bourgeois et les colons israéliens. Et L.O. qui la défendait l'a donc maintenant abandonnée pour applaudir en fait à la victoire israélienne. Que valent en effet ses faibles critiques?

Certes L.O. prend bien soin d'affirmer que cet accord n'est pas une solution définitive (et d'ailleurs personne ne le dit): «Alors, pour les Palestiniens, l'accord présent sera sans doute une étape, mais il ne peut être que cela; comme pour tous les peuples au fond (?)», mais elle admet que c'est une étape **positive**. Il existe encore sans doute d'énormes difficultés, mais elles sont dues à la crise du capitalisme et du pouvoir du profit sur la planète: «Cependant, tout le monde sait que le problème à résoudre sera plus économique que politique. Car si les Territoires palestiniens ou indépendants (sic! quelle formulation bizarre!) ne se relèvent pas de leurs ruines et ne sortent pas de la misère, les tensions (re-sic!) dureront. Surtout si les dizaines de milliers de palestiniens de réfugiés (...) reviennent (...) Il faudrait un développement économique suffisant. Mais pour cela il faudrait de l'argent qu'on ne trouve dans le monde capitaliste que si ceux qui le prêtent ou le donnent y trouvent intérêt, etc...».

L.O. se contente ici de recopier l'argumentaire bourgeois, d'Israël et des impérialistes: pour que cette solution de semi-bantoustan soit viable, pour désamorcer la bombe sociale de Gaza, il faut des investissements, un développement économique, etc.

Mais pour les travailleurs et les masses

palestiniennes les problèmes à résoudre sont fondamentalement d'abord **politiques**: lutte contre l'oppression nationale et coloniale israélienne, lutte contre l'exploitation capitaliste des bourgeois juifs, palestiniens, arabes. L'abandon par l'OLP de ses dernières attitudes combatives pour se consacrer à un rôle de garde-chiourme qui est la conséquence directe de cet accord, va faciliter la lutte politique pour l'organisation de classe des prolétaires palestiniens à condition qu'ils évitent le piège politique constitués par l'islamisme et les nationalistes «radicaux».

Et nous pouvons assurer à L.O. et à tous les bourgeois que même si «l'argent» finit par être trouvé, si le «développement» a lieu, non seulement les «tensions» dureront, mais elles revêtiront un caractère toujours plus aigu, plus brûlant, un caractère ouvert de **lutte de classe anti-capitaliste** qui pourra se diffuser à toute la région.

Voilà ce qui doit animer les prolétaires et les masses exploitées: non le «faible espoir» d'une paix impossible entre oppresseurs et

opprimés, mais l'aspiration à la naissance de la guerre sociale contre les classes exploiteuses qui est la seule solution réaliste pour en finir avec l'oppression nationale et coloniale, avec la misère et les injustices de toutes sortes et faire triompher sur les ruines de l'ordre impérialiste et de ses Etats tous également réactionnaires, la révolution communiste au Moyen-Orient et dans le monde entier.

(1) L.O. va jusqu'à chercher des circonstances atténuantes aux «dirigeants» israéliens (L.O. évite même de parler de «bourgeois») qui auraient «un tournant difficile à prendre» - les pauvres - car «ils se sont eux-mêmes enfermés pendant des années (...) dans une négation totale des droits du peuple palestinien, dans la poursuite d'une guerre sans fin et sans issue contre celui-ci». Donc un simple erreur d'appréciation, pas la conséquence nécessaire d'une situation coloniale.

L'accord OLP-Israël ne mettra fin ni à l'oppression ni à la révolte contre celle-ci

(Suite de la page 1)

assurer l'ordre contre-révolutionnaire, et que cet éventuel Etat ne serait alors qu'un **bantoustan**, une réserve de force de travail pour l'Etat hébreu et le capitalisme international solidement contrôlée par une police locale et sous la menace permanente de l'armée israélienne.

C'est cette perspective qui s'ébauche actuellement sous les applaudissements des vautours du capitalisme mondial, de leurs valets et de leurs dupes, avec cette restriction qu'il ne s'agit encore que de semi-bantoustans!

La joie des prolétaires et des masses de Gaza est compréhensible car ils voient la fin prochaine du cauchemar de l'occupation israélienne avec son lot quotidien de tueries. L'avenir leur apprendra que l'autonomie et toutes les «aides» promises ne résoudront aucun de leurs problèmes et que la police palestinienne qui s'apprête à prendre la relève des israéliens (et qui promet de pacifier le territoire en trois jours) sera un ennemi tout aussi implacable et un adversaire tout aussi résolu de leur lutte d'émancipation.

La reddition finale de l'OLP ne signifie en aucune façon que les prolétaires et les masses palestiniennes se sont résignées à leur sort. Une fois les illusions dissipées, une fois qu'il sera clair que l'oppression n'a pas disparu, les prolétaires en lutte pourront plus facilement comprendre qu'il leur faut non seulement rejeter des «dirigeants traîtres», mais en finir avec la subordination aux intérêts bourgeois qui se masque derrière la formule de l'unité du peuple palestinien. Ce tournant historique facilitera la compréhension que la solution y compris de l'oppression nationale réside non dans le renoncement à la lutte, mais dans le remplacement de la **lutte nationale** unissant toutes les classes contre l'oppresser israélien, par la **lutte révolutionnaire prolétarienne** unissant les classes ouvrières de la région et derrière elles les masses opprimées, en liaison indissoluble avec les forces prolétariennes du monde entier, **contre le capitalisme et toutes les formes d'oppression de tous les Etats bourgeois**.

Pour ce qui nous concerne, nous réserver

avant de revenir plus longuement sur le sujet, nous rappelons ce que nous avons écrit dans les **Points de repère sur la question palestinienne** publiés il y a 4 ans dont nous donnons ci-dessous les chapitres, en renvoyant le lecteur au Prolétaire n°401 pour le texte complet:

1. *Dénonciation du rôle du nationalisme palestinien comme diversion et antidote à la lutte de classe.*

2. *Dénonciation du caractère réactionnaire d'un mini-Etat palestinien.*

3. *Dénonciation de la tactique ultrapacifiste suivie par l'OLP avant et pendant l'Intifada comme organisation délibérée du massacre des prolétaires palestiniens.*

4. *Réaffirmation du fait que la révolution prolétarienne dans toute la région est la seule voie pour résoudre y compris la question palestinienne.*

5. *Réaffirmation de la nécessité de la formation du parti politique de classe sur la base du programme, des thèses et des enseignements du mouvement communiste international.*

6. *Réaffirmation du fait que les frères de classe «naturels» du prolétariat palestinien, les prolétaires arabes de la région ne trouveront pas la voie de la solidarité de classe s'ils ne rompent pas les liens idéologiques et organisationnels avec «leurs» bourgeois et petits bourgeois.*

7. *Réaffirmation qu'un front de lutte entre prolétaires juifs d'Israël et prolétaires palestiniens est impossible tant que les premiers ne rompent pas les liens qui les attachent à «leur» bourgeoisie [et se désolidarisent] de l'oppression nationale exercée sur les palestiniens.*

8. *La nécessaire solidarité des prolétaires et des communistes d'Occident avec les prolétaires palestiniens [signifie] travailler pour la reprise ici de la lutte de classe et pour la formation du parti communiste international compact et puissant.*

L'accord Israël-OLP ne pourra arrêter la révolte des exploités et des opprimés. Mais il dépend de nous, prolétaires des pays impérialistes, que cette révolte ne se consume pas interminablement en vain mais rencontre un écho puissant et trouve le chemin de la victoire dans la lutte commune contre le capitalisme mondial.

correspondance

Le Sport, une entreprise capitaliste

Un de nos sympathisants nous a fait parvenir les réflexions que lui a inspirées l'interminable feuilleton de l'affaire OM-Valenciennes.

A toutes les époques de l'histoire, la bourgeoisie a utilisé des leurres pour détourner le prolétariat de sa mission révolutionnaire, à savoir l'instauration du **communisme** à l'échelle de la planète. L'idéologie religieuse continue d'être l'un des pièges principaux. Le culte de l'individualisme s'est amplifié; un exemple frappant: la multiplication des jeux de hasard. Les médias assurent un lavage de cerveau sans précédent. Les campagnes humanitaires, les associations caritatives, la défense des droits de l'homme et de la démocratie donnent bonne conscience à la bourgeoisie qui n'hésite pas à culpabiliser les prolétaires qui ne s'associent pas à sa démarche et s'obstinent à défendre leurs intérêts matériels «égoïstes».

Le sport, lui aussi, s'est bien entendu fait contaminer. Il est à la fois otage et fidèle serviteur du capitalisme qui s'en nourrit. Il vient régulièrement au secours de la bourgeoisie.

En période de décadence du système capitaliste ce constat est encore plus saisissant. Ainsi actuellement, qui peut ignorer la magouille qui secoue le football français? Après avoir hypnotisé le prolétariat au mo-

ment de sa victoire en coupe d'Europe, le club de Marseille monopolise l'attention pour avoir pratiqué la corruption. Un battage médiatique, savamment orchestré, nous a narré, heure après heure, le développement de l'affaire OM-Valenciennes, et ce, pendant de longs mois. On a essayé de nous faire croire que ce scandale n'avait pas de précédent dans notre pays, que les coupables (?) allaient être démasqués, que la Justice (bourgeoise) allait sévir, que certains dirigeants étaient plus propres que d'autres (en réalité ce sont tous des requins bourgeois) et que le football allait retrouver sa pureté (sic...). Balivernes hypocrites, toutes ces promesses: le football, comme tout le sport en général, est rongé et détruit par le capitalisme; il fait partie de ce système moribond. Tel un charognard, le capitalisme n'abandonne pas sa proie même en décomposition. Le scandale actuel continue à le servir comme nous allons le voir.

AMATEURISME, PROFESSIONNALISME, MÊMEPOURRITURE

Ce sont deux notions au service des mêmes intérêts de la bourgeoisie. Et dire qu'il existe encore des illuminés pour distinguer le «bon» amateurisme du «mauvais» professionnalisme. De qui se moquent-ils? Chacun a pu juger l'amateurisme qui sévissait dans les pays dits «socialistes». Il n'avait rien à envier au professionnalisme des pays capi-

talistes: fric, dopage, scandales en tout genre. Amateurisme comme professionnalisme ont fondamentalement la même fonction: **endormir les prolétaires**, que ce soit les Jeux Olympiques, la Coupe du Monde de foot ou le Tour de France...

LES SPORT, UNE ENTREPRISE CAPITALISTE

Il serait possible d'analyser l'organisation des différentes entreprises sportives: cyclisme, rugby, tennis, basket; toutes sont frappées du même mal incurable: le capitalisme. Les magouilles se succèdent: scandales financiers, dépôts de bilan, licenciements, corruption, dopage, caisses noires. Puisque le sujet est d'actualité, prenons l'exemple du football et analysons la structure «club». C'est une **entreprise commerciale**: le mercantilisme y est exacerbé, **les intérêts financiers sont énormes**, ce qui explique la présence d'une multitude de requins toujours à l'affût (ex. le loto sportif).

Les «mécènes» s'y investissent pour 3 raisons principales:

- * faire du fric, récolter de la plus-value.
- * se refaire une popularité souvent mise à mal par la gestion anti-ouvrière de leurs entreprises industrielles. Dans le même ordre d'idées, certains essaient d'utiliser leur «réussite sportive» pour se refaire une image de marque acceptable pour une carrière politique (l'exemple le plus caricatural est celui de Tapie).
- * anesthésier le prolétariat pour mieux lui faire supporter sa situation d'exploité et la dégradation constante de ses conditions de vie.

L'organisation du club est très hiérarchisée et n'est pas sans rappeler ce qui existe dans les usines par exemple. Il existe une concurrence acharnée entre les différents clubs; la compétition est féroce, un vocabulaire guerrier est utilisé pour la décrire. Les

joueurs sont achetés comme de la matière première, qu'ils soient jeunes ou expérimentés. Un jeune joueur (14-15 ans) qui présente des dons est «estimé» comme on le faisait jadis pour les esclaves. On le façonne ensuite dans un centre de «formation» (sic). Le but de l'opération consiste à faire de la plus-value soit en le gardant au club, soit en le revendant au plus offrant. Les marchands de bestiaux footballistiques accomplissent leur crasse besogne tels des négriers.

Pour ne pas être répudiés ou être mis à la poubelle (c'est bien connu: quand on a pressé le citron, il faut le jeter), les joueurs sont prêts à se «prostiter» pour garder la confiance de leur souteneur: dopage, compromissions, corruption.

Et lorsqu'un scandale est rendu public (dans l'intérêt de la bourgeoisie, bien entendu), ce sont toujours les lampistes qui paient la note.

LES SPORT, ANESTHESANT DU PROLETARIAT

Le financement de l'entreprise se réalise par une triple extorsion sur le salaire du prolétaire:

- * le «mécène» investit l'argent qu'il a ponctionné sur le salaire de l'ouvrier dans son entreprise professionnelle
- * le prolétaire paye son droit d'entrée
- * quand l'entreprise sportive connaît des difficultés de gestion, elle fait appel aux collectivités locales (municipalité, conseil général, etc.) qui n'hésitent pas à distribuer l'argent du contribuable.

Le prolétaire se rend rarement compte de cette triple ponction, le soporifique ayant fait son effet.

Tout est organisé pour faire espérer à l'enfant de prolétaire que le sport peut le

(Suite en page 9)

Correspondance: le conflit des dockers à la Martinique

Nous reviendrons dans le prochain numéro sur la grève des dockers en France. En attendant voici une correspondance sur ce conflit en Martinique.

Depuis le début du long conflit des dockers français leurs camarades de la Martinique mènent également un mouvement sporadique dont l'origine est certes différente, mais dont les causes sont les mêmes qu'en métropole.

Jusqu'à maintenant la bourgeoisie et le patronat locaux avaient plus ou moins choyé leurs dockers à l'instar d'une grande partie de leurs homologues dans le monde. Normal surtout pour une île et notamment la Martinique dont l'économie dépend presque totalement d'un seul port, Fort-de-France en l'occurrence. Les dockers locaux avaient donc aussi leur statut particulier qui fut nettement amélioré en 1983 puisqu'il est alors calqué sur le statut de 47 des dockers de la métropole, mais avec une convention plus avantageuse: reconnaissance des jours fériés spécifiques à cette colonie française, paiement double des heures effectuées du lundi au vendredi de 11h à 13h et après 15h 30 ainsi que de celles effectuées de 12h le samedi au lundi minuit.

Mais avec la nouvelle crise du capitalisme mondial le patronat local se devait de réformer cette convention. En 1991 il va tenter de trouver un alibi pour éviter tout mouvement qui paralyserait l'île: l'installation d'un troisième portique sur le port du chef-lieu de la Martinique. Les dockers refusent. La bourgeoisie met alors sur pied une commission à laquelle participent les Conseils généraux et régionaux, la Préfecture, la CCI et l'antenne locale du CNPF ainsi que

des représentants des dockers et des manutentionnaires. Dès la première réunion, les représentants des dockers comprennent que le portique supplémentaire permettrait d'accroître la productivité et donc le profit mais aussi à moyen terme de licencier, voire de réformer leur statut. Cela étant synonyme pour cette aristocratie ouvrière de perte d'acquis et de mensualisation.

Des grèves organisées chez les dockers et des réunions organisées par la bourgeoisie (qui échoueront) vont se succéder jusqu'à l'établissement d'un nouveau rapport servant de base à de nouvelles négociations. Les dockers et manutentionnaires discuteront près de 6 mois entre eux avant de l'accepter en novembre 92. Le 16, un accord est signé prévoyant une baisse de 20 à 30% des effectifs, la mise en place d'équipes, un réaménagement des horaires de travail, la création d'un comité d'embauche et l'augmentation de l'Allocation pour Insuffisance d'Emploi de 10 à 13.000 frs par mois. Il y aura 37 départs volontaires en retraite ou pré-retraite avec des primes allant de 40 à 150.000 frs. Un seul point et non des moindres restera en suspens: la mensualisation.

Les dockers et les manutentionnaires ne disent rien jusqu'au 10 décembre, jour où une cinquantaine d'entre eux se mettent en grève sans préavis et sans le consentement des bonzes des 4 syndicats (CGT/G, FO, CSGT et CGTU) afin d'obtenir une prime de fin d'année meilleure que celle prévue. Sans résultat.

Sachant que le patronat a pris date le 5/2/93 pour une réunion dont le sujet sera la mensualisation, le 5 janvier, jours de la mise en application de l'accord du 16/11/92, les 130 dockers se mettent de nouveau en grève sans préavis. L'île est paralysée. Le 14 les patrons des plantations décident de faire

embarquer leurs bananes coûte que coûte par les manutentionnaires qui acceptent, c'est-à-dire la majorité, de faire les «jaunes». Voyant ces manutentionnaires tenter de briser leur grève, les dockers vont utiliser la violence pour faire échec aux planteurs. Le patronat portuaire doit renégocier le 16 et cède sur des points qu'il avait réussi à faire admettre; il reporte également la discussion sur la mensualisation sans donner de date. Les dockers reprennent le travail après cette victoire.

Ensuite il n'y a pas de conflit digne d'intérêt jusqu'au 15 juillet dernier où pendant 5 jours, ce sont les portiqueurs qui vont paralyser l'île; leur grève porte sur plusieurs points revus lors de la réforme mais laissés en janvier. Là encore les plus hostiles au mouvement sont les planteurs de banane qui en déversent 3.500 tonnes devant le Conseil régional, le Conseil général, la CCI et la préfecture. Ce n'est pas cela qui arrêtera la détermination de ces quelques travailleurs mais le recul de la CCI lors des négociations qui tournent cependant au désavantage des grévistes.

Aujourd'hui après ces grèves et l'action des planteurs les représentants locaux de la bourgeoisie recommencent à parler d'un consensus qui permettrait l'instauration d'un service minimum pour que les grèves de dockers ne paralysent pas l'économie de l'île. Avec le problème de la mensualisation qui a été «oublié» mais pas définitivement enterré, cela risque d'engendrer de nouveaux mouvements de riposte chez les dockers.

Il faut espérer qu'ils trouveront alors à s'allier avec les manutentionnaires et autres travailleurs du port et que leurs actions rencontrent un écho dans la métropole dont le gouvernement soutient de son mieux la bourgeoisie antillaise, qu'elle soit noire, métisse, blanche ou autre contre le prolétariat local dont les dockers sont l'une des composantes les plus actives avec un travail d'une importance stratégique.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3
rue Basse Combalot,
69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12
rue du Pont, 1003 Lau-
sanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835,
20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

Italie: un pacte social contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière

(Suite de la page 1)

le ou territoriale est prévue selon les modalités et dans des cadres d'application définis par la convention nationale de catégorie et elle «regarde des institutions et des sujets différents et non répétitifs de ceux de la Convention Collective Nationale du Travail». C'est-à-dire qu'il est ainsi pratiquement interdit aux travailleurs d'avancer dans leurs luttes dans l'entreprise des revendications qui corrigent ou modifient ce qui est prévu par la CCNT. En outre, et c'est là le plus important, les revendications de type économique sont emprisonnées dans une véritable camisole de force. Non seulement «la dynamique des effets économiques de la convention devra être cohérente avec le taux d'inflation programmé» - ce qui signifie que les augmentations de salaire ne doivent pas être supérieures à cette inflation «programmée» - mais elle devra aussi tenir compte «des politiques convenues lors des sessions de la politique des revenus et de l'emploi, de l'objectif visant à sauvegarder le pouvoir d'achat des rémunérations, des tendances générales de l'économie et du marché du travail, de la compétitivité et des évolutions spécifiques du secteur».

Ainsi toute revendication salariale avancée par les travailleurs pourra être repoussée en invoquant l'un ou l'autre de ces arguments: les sessions n'ont pas encore abouti à un accord sur les augmentations possibles, le problème du chômage et l'évolution économique contraignent de demander des sacrifices à ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, les difficultés économiques de l'entreprise ou l'aggravation de la concurrence nécessitent de travailler davantage pour un salaire moindre, etc. Ce genre de discours n'a rien de nouveau: combien de fois les travailleurs ne l'ont-ils pas entendu, non seulement de la bouche des patrons, mais également de la bouche des bonzes syndicaux fanatiques de la bonne marche de l'entreprise! Avec cet accord, les bonzes pourront maintenant économiser leur salive... La seule chose qui reste à négocier dans le cadre de l'entreprise, ce sont les **primes**, ces sommes d'argent que le patron est prêt à accorder aux ouvriers qui se tuent au travail, qui ne font pas grève et sont bien dociles, bref qui sont du côté des intérêts patronaux contre les intérêts prolétariens. Naturellement ces primes seront négociées par les syndicats qui assumeront ainsi une nouvelle fois leur rôle de négriers, de gestionnaires de la force de travail au service des patrons. C'est ce qu'ils font déjà pour ce qui est des heures supplémentaires, de la «cassa integrazione», des passages d'une catégorie à l'autre, de la défense juridique, etc., etc.

Et que feront les syndicats par rapport aux travailleurs d'une entreprise «mise en difficulté» par d'autres devenues plus compétitives sur le marché? L'accord précise que les accords fixés dans les conventions d'entreprise doivent «être strictement corrélés aux résultats obtenus dans la réalisation des programmes, convenus entre les parties, qui ont pour objet des augmentations de productivité, de qualité et d'autres facteurs de compétitivité».

En revenant ensuite à la CCNT, l'accord affirme: «la CCNT définit les procédures pour la présentation des plate-formes conventionnelles nationales, d'entreprise ou territoriales ainsi que les périodes d'ouverture des négociations de façon à réduire les coûts afférents au renouvellement des conventions et éviter les périodes de vacance contractuelle». Les patrons se défendent ainsi contre des mouvements spontanés, en dehors des appareils syndicaux, qui mettraient en discussion tel ou tel élément des accords conclus entre organisations patronales, confédérations syndicales et gouvernement. Plus d'une fois ces dernières années les hiérarchies syndicales

ont dû prendre la tête de mouvements venus de la base ou de la périphérie. Le pacte social actuel cherche à se prémunir contre ces faits, en confinant les initiatives spontanées à une espèce d'«illégalité», premier pas vers un despotisme d'entreprise ouvert, légitimé par les accords nationaux avec les «représentants» des travailleurs.

Pour ce qui est de la représentation syndicale, un mécanisme vraiment démocratique a été élaboré. Avant tout il est précisé que les représentants syndicaux **doivent faire partie des organisations syndicales qui ont signé la CCNT**, c'est-à-dire la CGIL (équivalente à la CGT), la CISL (syndicat chrétien-démocrate) et l'UIL (équivalent à FO). Les travailleurs ne pourront élire pour défendre leurs intérêts que des adhérents à des organisations qui ont déjà souscrit aux accords nationaux et à ce qu'ils déterminent ou autorisent sur le plan des revendications! Ensuite le tiers des délégués seront directement désignés par les confédérations syndicales elles-mêmes, les travailleurs étant généralement autorisés à élire les deux autres tiers...

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, l'accord reconduit le contrat d'apprentissage traditionnel, avec tout ce qu'il implique d'exploitation et de précarité, ainsi que le contrat de formation, en étendant sa validité jusqu'à l'âge de 32 ans, ce qui en dit long sur la crise de l'emploi et sur les facilités accordées aux entreprises pour employer de la main d'oeuvre précaire. La nouveauté de l'accord pour l'Italie réside dans l'organisation du travail intérimaire avec la création de nouvelles Agences pour l'Emploi. Il est précisé dans le texte officiel que cette organisation «doit offrir des garanties capables d'éviter que l'institution pré-citée se transforme en un moyen de destruction du travail stable. En particulier le recours au travail intérimaire sera autorisé aux entreprises du secteur industriel et tertiaire à l'exclusion des qualifications à faible contenu professionnel. Le recours au travail intérimaire sera admis dans les cas d'utilisation temporaire dans des qualifications non prévues par l'organisation productive habituelle de l'entreprise, dans les cas de remplacement de travailleurs absents ainsi que dans les cas prévus par les conventions collectives nationales appliquées par l'entreprise utilisatrice».

Ces belles paroles prétendent vouloir défendre la stabilité de l'emploi existant, mais en réalité, comme cela se passe dans les autres pays, l'extension de l'intérim a pour fonction d'**organiser** par le patronat et l'Etat la pression qu'exerce la masse des chômeurs sur les travailleurs disposant d'un emploi, que cette pression soit directe (acceptation d'un salaire plus faible pour pouvoir travailler) ou indirecte (en utilisant l'existence de cette masse pour menacer les travailleurs indociles ou revendicatifs de les remplacer par des chômeurs).

Le travail en intérim constitue en fait un coup sévère pour la classe ouvrière, et cela pour plusieurs motifs:

- il accroît la concurrence entre travailleurs,
- il tend à abaisser le salaire existant
- il augmente la précarité du travail et des conditions du travail
- il tend à isoler les travailleurs entre eux, en les poussant à ne s'intéresser qu'à leur sort particulier
- il tend à désorganiser les travailleurs sur le terrain de la défense des intérêts immédiats;

La **concurrence entre travailleurs augmente** parce que les entreprises utiliseront ce nouvel instrument de pression dans le but d'obtenir des travailleurs un effort toujours plus grand contre une précarité toujours plus accrue de l'emploi et une dégradation des conditions du travail (flexibilité et docilité accrues, lutte contre l'absentéisme, etc.).

Le **salaire tend à s'abaisser** non seulement à cause des accords sur le coût du travail ainsi que des mille prélèvements institués par l'Etat, mais en raison de l'aggravation de la concurrence entre travailleurs pour obtenir un emploi. Dans la société capitaliste la force de travail est une **marchandise** et en tant que telle elle obéit aux lois du marché. Lorsqu'il y a surabondance de cette marchandise-là, les travailleurs qui réussissent à trouver un emploi ou à conserver celui qu'ils ont, sont ceux qui «coûtent» le moins, que ce soit en terme direct de salaire ou en terme de relations d'entreprise. Il est inutile de rappeler que la **lutte de classe** décidée et ouverte pour la défense des conditions élémentaires de vie et de travail est la seule voie qui peut s'opposer à cette tendance à la réduction du salaire et à la soumission complète aux exigences de l'entreprise.

A mesure que se dégradent les conditions de vie et de travail, la **sécurité de l'emploi et dans l'emploi subit des coups mortels**. Aujourd'hui même l'employé de l'Etat, décrit autrefois comme jouissant d'un emploi garanti à vie même si c'était avec un maigre salaire, ne jouit plus de la sécurité de l'emploi. Et pas seulement à cause des privatisations à venir, mais à cause des modifications générales du marché du travail.

Les années 80 ont été celles de la précarisation du travail et également de la dégradation de la sécurité dans le travail. Les accidents du travail, les maladies professionnelles, ont fortement augmenté, même si seuls les accidents les plus spectaculaires sont diffusés par les médias. Plus s'accroît la concurrence entre travailleurs, plus se dégradent les conditions de travail, plus augmente la pression du capital, et plus la classe ouvrière toute entière en subit les tragiques conséquences.

En l'absence d'organisations de type syndical qui organisent la défense quotidienne des travailleurs, cette situation pousse beaucoup de prolétaires à transformer leur méfiance vis-à-vis des syndicats en **attitude individualiste**, dans l'idée qu'il est possible de mieux s'en sortir en ne pensant qu'à soi. Mais c'est justement cette attitude qui fait le jeu du patron puisqu'elle lui évite d'avoir à faire face à la force qui naît de la solidarité et de l'organisation des travailleurs.

A lui tout seul un travailleur ne fait pas grève et il lui est bien difficile de rebeller car on peut plus facilement le réprimer ou le remplacer. Dans tous les cas il est plus facile à exploiter et à plier aux exigences de l'entreprise, par exemple pour ce qui est des cadences ou des heures supplémentaires. En règle générale il est utilisé contre les autres travailleurs, en particulier lorsqu'un conflit naît dans l'entreprise. Et en définitive il n'est pas pour autant à l'abri si les difficultés économiques poussent l'entreprise à réduire son personnel.

Bref, ces attitudes, très répandues sous la pression d'une situation encore défavorable à la lutte de classe, **augmentent la désunion entre ouvriers et donc la désorganisation**. L'apparent impossible d'une lutte en défense des salaires et des conditions de vie et de travail conduit inévitablement à l'abandon de toute vie syndicale et sociale de classe. Les travailleurs ne se sentent plus composés d'une classe aux difficultés et aux intérêts communs, mais capable aussi de se défendre avec succès contre les classes ennemies. Les réunions syndicales, les assemblées générales sont toujours plus rares et toujours moins fréquentées, ce qui fait le jeu des syndicats collaborationnistes qui font passer devant des assistances clairsemées tous les mauvais coups, y compris cet accord sur le coût du travail. Sans doute la vie «sociale» des ouvriers résiste davantage au bar ou au café; mais on y discute bien davantage du foot, de la télé ou d'une excursion - peut-être organisée par le curé - lors du prochain week-end, que des problèmes de la lutte ouvrière, comment s'organiser, quelles revendications avancer, comment réagir aux manœuvres du patron, comment traiter les jaunes, etc.

Avec tout l'appui du patronat, de l'Engli-

se et des mille organisations laïques ou religieuses qui ont pour fonction d'assurer la survie de cette société fondée sur la sueur et le sang des prolétaires, les syndicats collaborationnistes ont conduit le prolétariat à un état de désagrégation sans précédent. Etourdi par tous les mécanismes de la démocratie, abasourdi par la toute puissance de la propagande des médias bourgeois en faveur d'une société artificielle de séries télévisées, de jeux, de champions, désorienté par des événements tragiques (guerres, attentats, tueries) ou des scandales qui frappent tous les grands personnages d'hier, par des événements sensationnels présentés en grand spectacle mais rendus incompréhensibles par les journaux et télévisions, le prolétariat se retrouve aussi désarmé qu'un nourrisson qui doit encore apprendre à distinguer ce qui fait mal et ce qui fait du bien, ses amis et ses ennemis.

Le gouvernement, les patrons, les politiciens de tout bord, les curés et les bonzes syndicaux, les bonimenteurs de tout espèce qui pullulent dans cette fétide société s'emploient à transformer ce prolétariat en une masse d'esclaves apeurés. Et c'est ainsi que peuvent se succéder sans heurts les licenciements, que peuvent baisser les salaires, se réduire le niveau de vie de millions de familles, voir se briser la vie de jeunes ou de moins jeunes; bref que des générations entières de prolétaires peuvent suer sang et eau, sacrifier leur existence, pour un ordre social qui fait se détériorer les conditions de vie, sans que surgisse un mouvement de résistance. Ce qui bouge aujourd'hui, c'est ce que sont capables d'organiser les forces qui ont pris la place des organisations prolétariennes: l'église, l'écologisme, le pacifisme, en somme le «nouveau» réformisme «d'en bas» - subventionné et soutenu «d'en haut». Le prolétariat ne pourrait pas être plus absent de la scène.

Et comment s'étonner alors que cet accord sur le coût du travail passe comme une lettre à la poste, comment s'étonner que patronat et gouvernement aient les mains libres pour réorganiser leurs forces et leurs intérêts aux dépens de la classe ouvrière? Mais il faut être encore conscient que cette situation de repli et de soumission du prolétariat à l'arrogante domination des capitalistes ne peut pas disparaître du jour au lendemain. Il passera encore du temps avant qu'une secousse sociale de grande ampleur transforme la masse actuellement encore docile des prolétaires en une marée rouge irrésistible. D'ici là il y aura des dizaines de Los Angeles avec leurs explosions de colère incontrôlable, des dizaines d'affrontements ouverts avec les défenseurs de l'ordre constitué - bonzes syndicaux y compris -, des dizaines et des dizaines d'épisodes de grèves et de solidarités, de combats victorieux et d'échecs cuisants au cours desquels des ouvriers combattifs se transformeront en délateurs, et des jaunes en ouvriers combattifs. Et c'est cette période d'incertitudes et de bouleversements où sera remis en cause la stabilité et le statu-quo social qui effrayera vraiment la bourgeoisie aujourd'hui si sûre d'elle-même et de ses plans.

Un accord comme celui sur le coût du travail doit faire réfléchir bien au delà de sa portée immédiate. C'est un pas supplémentaire de la contre-révolution préventive, un pas supplémentaire des forces de la conservation sociale qui ont besoin de se lier beaucoup plus étroitement les forces du réformisme ouvrier afin d'affronter une situation économique et sociale destinée à s'aggraver, afin de préparer un climat de guerre économique (en attendant la guerre tout court).

De leur côté il revient aux communistes révolutionnaires, aux prolétaires conscients qui résistent sur le front de la défense des intérêts immédiats de classe, de travailler inlassablement à la constitution d'un pôle classiste dans les rangs ouvriers afin de préparer la réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain économique, et de travailler à la constitution du parti de classe, guide indispensable de la lutte de classe révolutionnaire de demain

L'Algérie entre crise économique, répression et explosion sociale

Le 21 août les autorités militaires algériennes qui sont aux commandes du pays derrière le voile du Haut Comité d'Etat, nommaient Redha Malek premier ministre en remplacement de Belaïd Abdesselam. Le même jour un autre ancien premier ministre, Kasdi Merbah était assassiné par un groupe d'hommes «en civil». Merbah avait été pendant 17 ans le chef de la sinistre Sécurité Militaire avant d'être appelé au gouvernement en 1979. Ces dernières années il était passé dans une «opposition» modérée aux autorités qu'il appelait au «dialogue» et à la «réconciliation» avec les islamistes, et il s'imaginait sans doute revenir sur cette ligne au gouvernement.

D'une autre façon, le premier ministre limogé, tout comme l'ex-premier ministre assassiné, était à la recherche d'un compromis avec au moins certains islamistes. Nous ignorons si les rencontres discrètes à l'étranger d'émissaires gouvernementaux avec des représentants islamistes ont bien eu lieu. Mais ce qui est sûr c'est que les gestes envers les islamistes s'étaient multipliés, depuis les attaques d'Abdesselam contre les «laïco-assimilationnistes», ou les déclarations de son ministre du culte («Pourquoi les islamistes tuent-ils des policiers? Ce ne sont pourtant pas tous des communistes») jusqu'aux appels au dialogue.

Ces éventuels contacts et ces gestes (au demeurant limités) n'ont abouti à rien de concret. Contrairement à ce qui s'écrit dans certains journaux Abdesselam n'a pas été limogé à cause de sa volonté d'ouverture envers les islamistes. Il serait invraisemblable que ce soit de son propre chef qu'il ait fait ces ouvertures. C'est plutôt parce que cette orientation n'a même pas pu déboucher sur une diminution des attentats. Il faut dire à ce sujet que tous les attentats ne sont probablement pas l'oeuvre des islamistes et qu'il n'existe sans doute pas encore à l'heure actuelle d'organisation isla-

miste armée unifiée (le «M.I.A.»), mais plutôt une profusion de petits groupes non coordonnés se livrant à des actions plus ou moins ponctuelles et isolées. L'influence que peuvent avoir les chefs du FIS à l'étranger ou en prison sur cette mouvance doit être des plus limitées.

Mais Abdesselam a été limogé parce que l'ensemble de sa politique était un échec: échec sur le plan de l'ordre public comme on l'a vu; échec sur le plan économique où sa stratégie d'«économie de guerre» et de transition graduelle vers le libéralisme n'a pu résoudre aucune des difficultés dans lesquelles se débat le pays; échec sur le plan politique où ses vagues projets de consultation des partis politiques, de référendum et de conférence nationale étaient bien incapables de donner la moindre légitimité au pouvoir alors que la répression ne s'était pas ralentie, que l'état d'urgence avait été prorogé et le couvre-feu étendu à toute la région d'Alger.

Le nouveau gouvernement, désigné après de longues et tortueuses consultations au sein des cercles dirigeants, n'est donc pas un gouvernement de «durs» en remplacement de «mous». Par rapport aux organisations financières internationales et aux grands Etats impérialistes, ce gouvernement est tout sauf un «dur» puisqu'à l'inverse du gouvernement précédent il envisage d'accepter leurs considérations: rééchelonnement de la dette extérieure, mise au point d'un programme d'ajustement par le FMI, ouverture aux investissements étrangers y compris dans le secteur pétrolier.

Mais c'est par rapport aux travailleurs et aux masses que Malek et son gouvernement se présentent comme des «durs». Il se sont dits partisans d'asséner sans plus tarder aux prolétaires le coup de massue que réclame le capitalisme algérien pour recouvrer un peu de vigueur: liquidation des entreprises insuffisamment rentables, «dé-

graissage» des autres et donc augmentation vertigineuse du chômage, blocage de la consommation des masses (soit de façon autoritaire, soit par une dévaluation importante de la monnaie et le renchérissement des prix), réduction drastique des dépenses sociales de l'Etat, etc.

Mais mettre en application, ne serait-ce que partiellement un tel programme, c'est courir le risque d'une véritable explosion sociale. Après les émeutes de 88 la bourgeoisie algérienne avait mis en place le cirque démocratique pour qu'il fonctionne comme une soupe de sécurité. Aujourd'hui où il n'y a plus de soupe de sécurité, il ne reste plus que la force brute de la répression et de la terreur. Le Haut Comité d'Etat et ses sous-fifres ont conscience d'être assis sur un volcan et cette fois-ci si le volcan éclate le FIS ne sera plus là pour canaliser l'éruption.

C'est cela qui hante le sommeil des bourgeois algériens et qui explique la paralysie des gouvernants. «Le temps presse» titrait le quotidien «Le Monde» qui se faisait là le porte-parole de l'impérialisme français; et il ajoutait: «Plus le temps passe, plus les chefs islamistes auront du mal à jouer les pompiers» (1). Pourtant la recherche d'une entente avec les islamistes est arrivée encore une fois dans une impasse; le gouvernement se pose en barrière ultime contre la barbarie islamiste et en défenseur intransigeant des valeurs de démocratie et de liberté (ainsi que des intérêts de l'impérialisme). Les assassinats d'intellectuels bourgeois démocrates et francophones l'ont bien servi à cet égard. Mais qui pourrait oublier que ce même pouvoir a été à l'origine de la montée islamiste et s'en est servi comme nervis contre les militants prolétaires, puis comme pare-feu à la répétition des émeutes de la semoule? Qui pourrait oublier qu'il a négocié avec le FIS et envisagé de l'appeler au gouvernement avant d'annuler les élections? Qui surtout pourrait oublier que c'est ce pouvoir qui est respon-

sable de la répression, de la misère et des souffrances des exploités algériens au cours des décennies qui ont suivi l'indépendance et qui ont vu les bourgeois algériens prendre la place des colons et des bourgeois français?

Ce pouvoir, cet Etat, qui par delà les changements d'hommes est celui du capitalisme algérien, n'hésitera pas une seconde à faire appel aux islamistes s'il lui faut faire face à la révolte ouvrière. Chacun à leur manière, bourgeois gouvernementaux et bourgeois et petits-bourgeois islamistes sont des adversaires mortels de la classe prolétarienne et qui veut pactiser avec les uns pour combattre les autres trahit cette classe.

Dans les affrontements qui se dessinent à l'horizon le rôle décisif ne sera pas tenu par de petits groupes terroristes bien incapables d'ébranler la domination bourgeoise, parce qu'ils rêvent de rééditer l'insurrection de 1953 alors que les conditions historiques ont changé, mais par la classe ouvrière. Nous avons rassemblé dans un autre article les quelques informations glanées dans la presse cet été sur les grèves. En dépit de leur caractère parcellaire elles suffisent à démontrer que la classe ouvrière algérienne n'est pas passive. Il lui reste sans aucun doute un long et difficile chemin à parcourir pour trouver la voie de l'organisation communiste, mais c'est pourtant elle qui détient les clés de l'avenir, et pas les bourgeois et leurs militaires, qu'ils soient islamistes ou démocrates. C'est la lutte de classe qui, comme dans les autres pays, déterminera le destin de l'Algérie, et pas les guerres entre clans bourgeois ou les réactionnaires guerres saintes.

C'est elle qu'il faut préparer en travaillant à la réorganisation classiste du prolétariat et à la constitution du futur parti de classe mondial.

(1) cf «Le Monde», 24/8/93.

Chine: Délices du capitalisme nouveau

La Chine, que les bourgeois taxent en substance «de pays en voie de modernisation grâce à la clairvoyance de Deng Xiaoping et à la nouvelle direction de la politique économique appliquée depuis 1978», est pour le capitalisme mondial une énorme réserve de marché et alimente les rêves les plus fous de profits et bonnes affaires. Toutes les affaires sont bonnes à prendre tant pour la Chine que pour le capitalisme mondial, business is business.

Comme dans tous les pays où s'éteint une période de capitalisme d'Etat strictement réglementé par tout l'attirail et la machine bureaucratique au point d'en paralyser même le fonctionnement, l'éclosion du capitalisme libéral se fait dans les conditions les plus incommodes. Avec l'introduction du dollar, la corruption s'est généralisée; en bénéficie cette nouvelle bourgeoisie d'affaire, liée ou non à l'appareil d'Etat, qui exploite toutes les possibilités de s'enrichir personnellement le plus rapidement, comme pour rattraper en quelques années les décennies perdues dans le capitalisme des cent fleurs. La mafia chinoise se reconstitue et devient même une véritable institution incontournable. Les vingt ans de prison infligés à Yu Zuomin, paysan milliardaire de Daqiu, ex-modèle des réformes de Deng, présenté à l'occident il y a encore peu de temps comme l'exemple à suivre de la nouvelle économie politique,

ne doivent pas faire illusion. Yu s'est rendu coupable de rébellion contre l'Etat en organisant dans sa zone un second pouvoir rendant justice et appelant aux armes et à la résistance la population contre la police venue mettre un semblant d'ordre dans son «village fortifié».

Un autre scandale de corruption secoue aujourd'hui la Chine. Il s'agit de malversations commises par la direction de l'entreprise la Grande Muraille, qui a émis illégalement des obligations en justifiant cela d'une augmentation du capital de l'entreprise - mais rempli les poches des directeurs - et qui a dilapidé des fonds publics. Une vingtaine de personnes sont impliquées dans cette affaire et les corrompus auraient des ramifications jusque dans les proches de Li Peng (le Premier Ministre).

Autre «fait divers» qui donne l'ambiance affairiste de la Chine. La peine de mort est devenue une source importante de devises, les corps des condamnés ne restent pas sur le carreau pour la joie des charognards mais sont rapidement évacués vers les hôpitaux les plus modernes où l'on récupère tous les organes commercialisables sur le marché médical (d'ailleurs pour faciliter le transport, les exécutions ont lieu près des hôpitaux). L'année passée, rien qu'à Hong-Kong et en 4 mois, 200 reins en provenance de Chine ont été transplantés. En Chine, c'est à Canton que l'on trouve l'un des centres de trans-

plantation où viennent se faire soigner directement les riches patients. Un rein rapporte 2.000 dollars à la Chine, et 10.000 à Hong-Kong. Comme on estime à 2.000 le nombre d'exécutions par années en Chine, on peut en déduire que le commerce d'organes (qui ne se limite pas aux reins) rapporte des millions de dollars à la Chine.

Autre indication de cette ambiance et des problèmes qui se font jour: il y a actuellement 30 millions de personnes qui travaillent pour l'économie privée et leur part du produit national s'élève déjà à 10%. Mais il est intéressant de relever que la Chine commence aussi à être prise dans le jeu des cycles du capitalisme mondial et subit, bien qu'avec une force moindre pour l'instant, les effets des crises du capitalisme mondial. Les «Chiffres du monde de 1991» de l'«Encyclopedia Universalis» décrivent la situation suivante: «Le programme de rigueur mis en place en septembre 1988 a réussi à juguler l'inflation, dont le taux allait toutefois culminer à 27,9 p.100 cinq mois plus tard. Il a été réduit à 17,8 p.100 pour 1989 et est estimé à environ 3 p.100 pour 1990. La contrepartie a été un ralentissement important de l'activité: la croissance du P.N.B. a chuté de 12,2 p.100 en 1988 à 3,9 p.100 en 1989. La production industrielle a été en janvier 1990, inférieure de 6,1 p.100 à celle du même mois de l'année précédente, un recul sans précédent depuis dix ans.

«Cela a particulièrement affecté les entreprises industrielles rurales et collectives, qui ont été contraintes de licencier une partie de leur personnel, aggravant ainsi le chômage urbain. Celui-ci a été évalué pour 1989 à 2,7 p.100 de la population active par le Bureau d'Etat de la statistique et à 5 p.100 par le ministère du travail. Sur cette dernière base, et selon les estimations, le nombre de sans-emploi serait passé de 6 millions à quel-

ques 10,5 millions en 1990. A ces chiffres, il fallait ajouter environ 120 millions de ruraux sans emploi, qui, en quête de subsistance, commençaient à affluer dans les villes» (soul. par nous) (1).

Mais ces 30 millions de personnes ne sont pas seules à être immergés dans le capitalisme nouveau. On estime à 103 millions le nombre de personnes employées par l'Etat qui pratiquent une deuxième activité, voire une troisième, et qui sont «descendues dans la mer du commerce» selon l'expression utilisée par les chinois eux-mêmes. Futurs petits commerçants, futurs petits patrons qui auront monté leur business grâce à leurs petits privilèges et à leur parasitisme dans l'appareil d'Etat, une partie d'entre eux se consolidera dans les classes moyennes, une minorité rejoindra de plus hautes sphères sociales, mais une bonne partie d'entre eux finiront par rebasculer dans la classe des prolétaires.

La Chine est mûre pour un développement impétueux de son capitalisme, mais elle en subira aussi toutes les conséquences et entrera plus profondément dans la tourmente des crises. Le prolétariat devra alors se porter en avant sans être le simple faire-valoir de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, qui une fois leurs revendications acquises se retourneront contre lui.

(1) Il y a en Chine une population active officielle de 545 millions de personnes, c'est dire que le phénomène de migration de la campagne vers la ville touche le quart de la population. Cela signifie de très fortes concentrations urbaines, une énorme armée de réserve de travail, une misère accrue et le besoin d'un contrôle accru de l'Etat sur les prolétaires concentrés dans les villes.

Rivalités inter-impérialistes en Afrique (1)

(Suite de la page 1)

américains et leurs alliés qui ont décidé de «passer à l'action»; et tant pis pour elles si elles se trouvent dans un bâtiment que les services de renseignement ont désigné comme «hostile». Venus, nous a-t-on assuré, secourir les victimes innocentes de la guerre civile, les casques bleus tirent maintenant dans la foule des manifestants sans armes, tuant femmes et enfants, bombardent un hôpital, etc., dans leur guerre contre le général Haïdid. Il ne s'agit pas seulement de militaires pakistanais «paniqués», «mal encadrés», qui n'auraient pas la «maîtrise» et le «professionnalisme» des soldats occidentaux, mais bien de la fine fleur des militaires du monde libre: les «commandos delta» (sic!), troupes d'élite américaines tirant d'hélicoptère à la mitrailleuse sur des civils.

Nous n'avons bien entendu aucune sympathie particulière pour Haïdid et ses amis, qui passaient il y a quelques mois pour les principaux bénéficiaires de ce qui est fondamentalement une intervention américaine en dépit de son habillement onusien. Osman Ato, décrit comme le principal financier de Haïdid, et dont les américains ont réduit en cendres le «garage», avait été, en tant que représentant en Somalie de la société pétrolière américaine Conoco, l'homme-clé de l'intervention; il avait même cédé aux américains des locaux qu'il gérait au nom de la Conoco pour qu'ils en fassent leur ambassade provisoire! Les militaires américains de leur côté avaient rapidement fait savoir que contrairement aux déclarations de l'ONU, ils n'avaient aucunement l'intention de désarmer les chefs de guerre ou de les affronter. Nous ignorons les causes réelles et la nature des divergences d'intérêts qui ont conduit à l'affrontement entre le clan Haïdid et les troupes alliées, mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que ce n'est pas un souci humanitaire qui, d'un côté comme de l'autre, a guidé la soldatesque. Les français avaient décidé de participer aux attaques déclenchées en juin contre ce clan, nous ont fait savoir les médias, médias qui nous abreuvent habituellement de reportages édifiants sur l'oeuvre humanitaire tant appréciée de la population que mènent ces braves légionnaires dans le coin de Somalie qui leur a été attribué: il y avait donc un enjeu dans cet affrontement et les impérialistes français ne voulaient pas être tenus à l'écart. Les tueries de Mogadiscio (dont le nombre de victimes indigènes reste inconnu) ont été justifiées par la presse dite grande, non seulement par «Le Figaro», mais par «Le Monde» qui écrit dans son éditorial du 15 juin que «les rares 'dérapages' des 'casques bleus' sur le terrain tiennent avant tout à la complexité même de leur mission» (!) et qu'«on ne peut tout à la fois reprocher aux 'casques bleus' leur impuissance et leur faire grief de riposter contre des attaques, surtout quand leur mandat leur en donne le droit, comme c'est le cas en Somalie».

Il est connu que les militaires français étaient plutôt opposés à participer à l'opération «Restore Hope» en Somalie; non par bonté d'âme, mais parce que les capacités logistiques et matérielles de l'armée française, et en particulier de la Force d'Action Rapide mise sur pied à l'époque du «socialiste» Hernu pour intervenir à l'extérieur des frontières, ont atteint leurs limites avec l'envoi de contingents aux quatre coins du monde. L'envoi supplémentaires de troupes en Somalie risquait de dégarner les effectifs présents ailleurs en Afrique ou destinés à y être expédiés en cas de troubles. De plus les militaires mettaient en avant le risque d'être entraînés dans le bourbier d'une guerre civile dans un pays où ils n'ont pas de points d'appui et où la France n'a que très peu

d'intérêts particuliers à défendre. Cependant, en dépit de ces arguments «techniques», les soldats français ont quand même participé activement à l'opération parce qu'il n'était pas question de laisser les américains réaliser seuls une opération militaire d'envergure en Afrique, c'est-à-dire dans une région du monde où le poids de l'impérialisme français est encore prépondérant: la rivalité entre français et américains sur le continent est la raison essentielle de leur «alliance» en Somalie.

Selon un quotidien américain: «Lors des décennies où l'Afrique était un champ de bataille idéologique, les opérations U.S. et françaises s'épaulaient pour sauvegarder les intérêts occidentaux. Mais cet accord pourrait être sur le point de s'effondrer à mesure que les enjeux en Afrique passent de la guerre idéologique aux profits commerciaux, qui vont des ventes d'armes à l'exploitation pétrolière ou aux trafics de drogue ou de diamants» (1). Il faut préciser que ce que le journal appelle guerre «idéologique» est la guerre contre la vague anti-coloniale afin d'éviter que les nouveaux Etats indépendants rompent tout lien avec l'impérialisme occidental et se tournent vers l'impérialisme soviétique concurrent.

Selon le même journal, les différents entre Paris et Washington à propos de l'Afrique portaient surtout sur le Libéria, le Burkina-Faso (ex-Haute Volta) et le Cameroun. Au Libéria, les français sont accusés de soutenir les rebelles de Taylor en armes par l'intermédiaire du Burkina-Faso, tandis que les compagnies minières françaises continuent à opérer dans le secteur des rebelles et à leur payer des impôts. Les américains soutiennent eux officiellement le régime de Freetown reconnu par l'ONU, qui s'appuie principalement sur les soldats de l'«Ecomog», force militaire mise sur pied par l'OUA, dans laquelle le Nigéria est prédominant et dont le Sénégal vient de se retirer. Les français se défendent (mal) en rétorquant que des compagnies américaines collaborent également avec Taylor et qu'en fait les américains jouent sur plusieurs tableaux (2).

Au Cameroun les intérêts américains grandissent avec le rachat de sociétés bananières; la United Fruit et autres producteurs veulent ainsi s'ouvrir le marché européen de la banane que la France essaye de leur fermer pour le réserver à ses producteurs antillais. L'ambassade américaine n'a pas ménagé son appui à l'opposition à Paul Biya des partisans de John Fru Ndi, leader de la partie anglophone du pays, qui aurait probablement gagné les élections présidentielles sans la fraude massive à laquelle a recouru le régime. En signe de protestation contre cette fraude et contre l'arrestation de Fru Ndi les Etats-Unis ont suspendu cet automne leur aide au Cameroun (14 millions de dollars, près de 80 millions de francs) et le Parlement Européen est allé jusqu'à voter une de ses résolutions de condamnation dont il a le secret. Plus grave que l'habituel pet dans l'eau des honorables parlementaires européens, le FMI et la Banque Mondiale menaçaient de placer le pays sur leur liste noire, ce qui a contraint Paris à débouler 600 millions de francs d'aide au Cameroun afin qu'ils puissent payer ses arriérés. Le soutien français au régime de Biya s'est aussi manifesté par un prêt de 280 millions pour le ministère de l'Intérieur camerounais, «dans une perspective, selon une déclaration cynique de l'ambassadeur français, de consolidation de l'évolution démocratique camerounaise qui, tout en offrant des libertés accrues aux citoyens, doit permettre à l'Etat d'assurer la maîtrise de cette évolution et de garantir la protection des biens et des personnes»: la pseudo évolution démocratique se réduit essentiellement à un renforcement de l'autoritarisme

et de la répression étatiques lorsque la classe dirigeante ne peut plus se payer le luxe d'entretenir des amortisseurs sociaux et de consacrer une petite fraction de ses ressources aux frais inhérents à la création d'une démocratie libérale. C'est encore plus vrai lorsque la clique au pouvoir ne veut même pas partager une partie du gâteau avec d'autres fractions bourgeoises et qu'elle reçoit le soutien de ses parrains impérialistes qui craignent de leur côté de voir s'affaiblir leur domination sur le pays. L'impérialisme français est directement responsable du maintien et de l'aggravation de l'oppression subie par les masses camerounaises.

Les organisations internationales où Washington fait la loi continuent leur pression sur le Cameroun et ne cherchent rien moins, selon une déclaration d'un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay (3), qu'à faire disparaître pratiquement la «zone franc», c'est-à-dire le principal mécanisme qui lie à la France les pays qui en font partie.

Les pays de cette zone n'ont pas de monnaie propre, mais une monnaie commune (le franc CFA) rattachée au franc français et émis par la Banque de France. Traditionnellement les pays de la zone, exportateurs de matières premières sur le marché international, avaient une balance commerciale positive et engrangeaient donc des devises fortes qui étaient déposées dans les caisses de l'Etat français. Les canailles moralistes françaises qui fustigent aujourd'hui la fuite des capitaux réalisée par les élites «prédatrices» des pays africains n'ont alors jamais critiqué cette fuite de capitaux organisée par ce système mis en place par ce **prédateur** incomparablement plus nocif qu'est l'**impérialisme français**. En outre, grâce en bonne partie au mécanisme du franc CFA, les entreprises françaises sont favorisées par rapport à leurs concurrentes étrangères pour fournir le marché de la zone qu'elles ont largement accaparé, dégageant un excédent important de la France dans le commerce avec ces Etats. Cette véritable **aide** automatiquement fournie par ces pays à la France a longtemps été précieuse à cette dernière qui souffre, elle, d'un déficit chronique de sa balance commerciale et de sa balance des paiements.

Cependant au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingt les Etats de la zone franc ont été frappés, comme les autres, de la chute des cours des matières premières consécutive au ralentissement de l'économie mondiale. De **positives**, leur balance commerciale et leur balance des paiements sont devenues **négatives**. Et, ironie de l'histoire, la Banque de France, au lieu d'encaisser tranquillement des surplus, s'est retrouvée en train de financer les déficits de ces pays! C'est alors qu'on a commencé à voir paraître des critiques de la coopération africaine de la France («coopération»: nom de code pour «exploitation impérialiste») et des prises de position en faveur d'une dévaluation du franc CFA. Cependant les capitalistes qui ont des investissements dans les pays de la zone ou qui commercent avec eux sont opposés à une dévaluation du franc CFA pour ne pas voir dévaluer ces investissements et diminuer ce commerce. Réussiront-ils longtemps à imposer leurs vues, c'est-à-dire à faire admettre à l'ensemble de la classe bourgeoise dont l'Etat est l'organe suprême, que leurs intérêts sont prioritaires? Cela semble peu probable, d'autant plus que par l'intermédiaire des organisations financières internationales les impérialismes concurrents ne cessent d'accroître leur pression en faveur d'une dévaluation du franc CFA (4). L'impérialisme français a été en effet contraint de se tourner vers les organisations internationales pour qu'elles

restaurent «l'équilibre économique» des Etats de la zone, étant donné qu'il n'avait pas l'envergure financière (ni la volonté d'engager des capitaux) nécessaire pour cette opération. Mais faire appel au FMI et à la Banque Mondiale implique inévitablement l'ouverture des chasses gardées françaises aux impérialismes concurrents qui sont actionnaires de ces organisations, et qui considèrent l'existence de ces chasses gardées et de la zone franc comme un archaïsme qui a fait son temps... La situation actuelle est donc marquée par cette contradiction: l'impérialisme français n'entend pas lâcher un pouce de terrain et il s'emploie même à glisser un pied, et parfois bien davantage qu'un pied, là où il n'avait jamais été présent: en Somalie, dans les anciennes colonies belges (Rwanda) ou portugaises (Angola), sans parler de l'Afrique du Sud où les choses lui seront difficiles en dépit de ses avances à l'ANC de Nelson Mandela. Et pourtant il doit faire face à une pression grandissante, et à terme irrésistible, de ses concurrents pour lui faire lâcher prise.

OFFENSIVE AMERICAINE ET RIPOSTE FRANCAISE

Le changement de gouvernement français s'est inévitablement traduit par un changement de personnel, mais il n'a pas représenté un changement dans la politique envers l'Afrique. Le PDG d'Elf a été renvoyé; on ne lui a pas reproché d'être lié avec le PS, mais d'avoir montré «d'indémissibles signes de faiblesse face à l'offensive généralisée des américains» du Nigéria à l'Angola, «d'avoir perdu en quelques semaines, face aux américains, des positions historiques à la fois au Congo, en Angola et au Gabon» (5).

L'Angola est le pays d'Afrique le plus important pour Elf qui en tire environ la moitié de son pétrole africain. Il semble qu'Elf, croyant leur victoire proche, ait eu le malheur de vouloir s'entendre avec les rebelles de l'Unita, au moment où les Etats-Unis les abandonnaient et se réconciliaient avec le régime anciennement pro-soviétique de Luanda. Ce n'est pas la première fois que les pétroliers français sont pris à contre-pied dans ce pays (ils avaient autrefois subventionné un soi-disant mouvement de libération de la petite mais très riche en pétrole enclave de Cabinda) et la situation angolaise reste encore incertaine. Au Nigéria il est surtout reproché à Elf de n'avoir pas pu répondre à l'attente du gouvernement Babangida, brouillé avec les américains et les anglais en raison de l'annulation de la farce électorale et surtout à cause de ses réticences à pratiquer les réformes exigées par le FMI (ouverture aux investissements étrangers de secteurs profitables de l'économie).

L'affaire congolaise est peut-être la plus sérieuse. Dans ce petit pays, véritable chasse gardée de l'impérialisme français, Elf était traditionnellement un Etat dans l'Etat avec l'assentiment intéressé du parti unique PCT à la phraséologie inspirée du «marxisme» soviétique, mais en fait indissolublement lié au secteur gaullo-pétrolier barbouillard du RPR. A l'occasion de la démocratisation et de la relève politique instituée pour détourner le mécontentement généralisé de la population et en particulier des prolétaires, les tensions n'ont cessé de croître entre le nouveau gouvernement et Elf. La compagnie pétrolière et la France refusant d'accorder les subventions nécessaires au fonctionnement de l'Etat, le gouvernement s'adressa à la compagnie américaine Occidental Petroleum («Oxy»), en lui accordant même des zones de production déjà attri-

buées à Elf! Ce scandale inouï déchaîna les foudres françaises et des affrontements meurtriers à Brazzaville durant les élections au cours desquels le PCT accusait le président de brader les richesses nationales (1) (alors que les envoyés de l'Oxy faisaient la preuve des véritables escroqueries commises par Elf aux dépens de l'Etat congolais) et faisait appel à une «solution militaire». Finalement l'intrusion a été repoussée à la suite de fortes pressions tant sur le gouvernement congolais que sur la compagnie américaine. Le deuxième tour des élections qui avaient vu la déroute du PCT a été annulé pour que le PCT et ses alliés soient mieux représentés et l'Oxy a cédé son contrat à Elf. Le nouveau ministre de la Coopération (Michel Roussin, un ancien des services secrets) définit ainsi l'action française dans une interview au Monde: «Le président d'Elf n'est plus le seul à intervenir au Congo, le ministre de l'industrie et du commerce extérieur agit lui aussi auprès de son homologue congolais. (...) Nous ne sommes plus dans le schéma de l'intervention d'opérateurs privés, mais dans le cadre d'une intervention politique» mettant en jeu toute la puissance de l'Etat; et face à «l'offensive lancée par les compagnies pétrolières américaines en Afrique» (question du «Monde»): «La France doit être vigilante. Elf développe une stratégie plus dynamique pour préserver ses parts de marché» (6).

Une autre bataille s'est livrée ces dernières semaines dans une autre chasse gardée de l'impérialisme français, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao. Pour le quotidien économique «La Tribune Desfossés», il s'agissait du «plus violent affrontement commercial franco-américain en Afrique, hors pétrole»; et le journal annonçait tristement que «Paris vient de perdre sa première bataille d'influence contre Washington dans le domaine économique en Afrique» (7). Cet affrontement avait pour objet le contrôle de la commercialisation du cacao ivoirien. En juin la firme américaine Cargill rachetait le deuxième exportateur ivoirien, commercialisant plus de 300.000 tonnes de cacao, la société J.A.G. en difficulté à cause de la chute des cours mondiaux. Aussitôt le branle-bas de combat est sonné à Paris pour faire annuler cette vente: «Au ministère de la coopération, l'affaire (...) devient un test dans la volonté de Paris de contrer l'influence américaine en Côte-d'Ivoire. Tous les canaux reliant Paris à Abidjan sont mis en oeuvre pour que la transaction déjà signée soit bloquée le temps qu'une solution française alternative à Cargill soit montée». A la mi-août Cargill était contraint à renoncer devant l'opposition des banques. Mais au lieu de la solution française, c'est un proche de la présidence ivoirienne qui rachète finalement début septembre la société J.A.G. Malgré ses déclarations, les liens de ce dernier avec les américains le font soupçonner d'être un simple prête-nom de Cargill, même si l'alarmisme de l'article de «La Tribune» est discutable. La bataille n'est probablement pas terminée.

Au Tchad l'impérialisme français s'est engagé à fond dans le soutien au gouvernement du chef de guerre Déby, le tombeur d'Hissène Habré, en particulier en aidant à la reconversion des nombreux combattants. Fortement conseillé par les services secrets français, le régime s'est lancé dans une opération de «démocratisation» et de «réconciliation nationale» selon le modèle de la conférence nationale appliquée dans d'autres pays africains sous influence française. La nature de cette «démocratisation» peut être jugée au fait que les services français n'ont pas jugé utile de tempérer la brutalité de Déby et de ses partisans, évidemment dans le but de ne pas affaiblir son autorité sur le pays. Disparitions, assassinats, tortures d'opposants se succèdent comme aux pires jours du gouvernement Habré; le dernier forfait du régime est la tuerie de dizaines de civils lors d'une manifestation à N'Djamena le 8 août (bilan officiel: 41 morts, 152 blessés). Mais le régi-

me de Déby a déjà fait preuve de sa bonne volonté sur le seul terrain vraiment sensible pour l'impérialisme: il a rétrocédé à Elf le seul gisement de pétrole tchadien, auparavant concédé à une firme américaine par Habré qui n'hésitait pas à jouer la carte des USA pour avoir une certaine autonomie vis-à-vis de la France (8). C'est sans aucun doute la véritable cause des vertueuses accusations américaines de non respect des droits de l'homme par le gouvernement Déby, car jamais les américains n'avaient songé à accuser le sanguinaire Habré...

(A suivre)

(1) cf «International Herald Tribune», 19/11/92. De son côté Balladur déclarait le 8/4/93, avec l'art de la litote qui le caractérise: «La puissance américaine, désormais solitaire, conduit parfois notre grand allié à des attitudes qui nous préoccupent», cf «Jeune Afrique», 15-21/4/93. Plus récemment (17/6), l'ancien ministre des Affaires Etrangères Roland Dumas gémissait à la radio que l'ONU et les organisations internationales courraient le risque de «devenir un instrument de l'impérialisme américain pour résoudre les problèmes du monde»: pour Dumas et ses compères de gauche, les impérialistes ce sont les concurrents...

(2) Au début du mois de novembre une réunion discrète de hauts responsables français et américains a eu lieu pour essayer d'harmoniser leur politique vis-à-vis du Libéria; «si cela échoue il y a un risque que l'Afrique, qui n'est plus désormais un échiquier pour des manoeuvres Est-Ouest, devienne un casino où la France et les Etats-Unis jouent l'un contre l'autre. A Paris existent des craintes que certains Etats africains clients de la France soient tentés de se rapprocher de Washington parce qu'ils ont l'impression d'une puissance U.S. sans limite dans l'ère d'après la guerre froide. Certains officiels américains disent qu'ils soupçonnent que le gouvernement français, ou au moins certaines de ses fractions, voient le Libéria comme l'endroit où démontrer les limites de l'autorité U.S.» cf «International Herald Tribune», op.cit.

(3) cf «Jeune Afrique», op.cit.

(4) Le problème qui se pose à l'impérialisme français est expliqué de façon très claire dans un hebdomadaire spécialisé: «Cette stratégie [de maintien de la parité du franc CFA-NdIR] implique que la France utilise tout son poids politique vis-à-vis de la Banque Mondiale et du FMI, ainsi que les autres principaux actionnaires de ces institutions [soit avant tout les USA, puis le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne] pour faire accepter la solution qu'elle a jusqu'à présent préconisée et qui semble avoir la préférence des chefs d'Etat africains [sic!]. Les chances d'une telle stratégie dépendent naturellement de la vigueur des arguments utilisés pour la défendre. On imagine mal que cette stratégie puisse aller jusqu'à une rupture avec les institutions de Bretton-Woods: le coût en serait considérable pour la France (...).

Aux considérations précédentes peut s'opposer une autre vision politique (...) conduisant à choisir une stratégie différente, fondée sur la dévaluation. Du côté de la France le maintien de la parité implique une pression très forte sur les institutions internationales et de façon plus générale sur la communauté internationale, pour faire triompher son point de vue, au détriment peut-être d'autres enjeux importants. La France, quitte à reconnaître qu'elle renonce à sa position traditionnelle, pourrait vouloir préserver son crédit politique afin de faire valoir un point de vue spécifique en d'autres domaines (Europe de l'Est, péninsule indochinoise, GATT...)» cf. «Marchés Tropicaux et Méditerranéens.» n°1827, 16/7/93.

(5) cf «Libération», 10/8/93.

(6) cf «Le Monde», 5-6/9/93. Dans la même interview Roussin ironise sur la campagne américaine en faveur des droits de l'homme dans les pays sous influence française: «Personnellement je ne ressens pas

cette offensive. Je ne vois pas d'inquiétudes particulières à avoir. On fait tellement d'autres choses que des discours. Jimmy Carter qui descend de l'avion à Lomé, c'est surréaliste». Avis aux crétiens qui croient encore aux couplets sur les droits de l'homme et la démocratisation que tout ministre socialiste se croyait tenu de déclamer; l'ancien barbouze vous le dit: c'est du surréalisme!

(7) cf «La Tribune Desfossés», 2/9/93.

(8) cf «Libération», 10/8/93. Il y a quelques années nous écrivions, après avoir signalé la découverte du pétrole tchadien et

le projet de la Conoco américaine de l'exploiter et le commercialiser via le Cameroun: «si ces informations sont confirmées, il est clair que l'impérialisme français n'est pas près de relâcher son emprise sur cette zone et qu'il cherchera à avoir sa part d'un gâteau... découvert par les autres sur ses chasses gardées» cf «Programme Communiste» n°82 (avr.1980). Les troubles et les guerres intestines au Tchad avaient jusqu'à présent empêché la mise en production du gisement. Et voici que maintenant le projet réapparaît, mais après que l'impérialisme français se soit emparé de tout le gâteau!

Correspondance: Le Sport, une entreprise capitaliste

(Suite de la page 5)

sauver de sa misère actuelle et future. Pourquoi lutter collectivement contre la paupérisation si l'on peut s'en sortir individuellement en devenant une star? Les marchands de rêve ne cessent de mettre en exergue les carrières d'une minorité infinitésimale: Pelé, Maradona, etc...

Le sport permet l'union sacrée de toutes les classes sociales; il est au service de la collaboration des classes. Que l'on soit PDG, actionnaire, cadre ou ouvrier, la bourgeoisie nous explique que le club a besoin du soutien (financier surtout) de tous ses supporters. Les intérêts seraient communs. On doit tous se serrer les coudes pour réussir (le discours est le même sur le lieu de travail).

La bourgeoisie a absolument besoin du sport pour maintenir sa domination et son exploitation. Face à la misère et au chômage, un sentiment de révolte fort justifié germe dans les esprits. La bourgeoisie l'a bien compris et son but est de dévoyer cette réaction classiste sur le terrain interclassiste du sport. Prenons l'exemple significatif de Naples et de Liverpool. Le taux de chômage et par conséquent la misère sont en pleine croissance. Les révoltes ouvrières sont latentes. Le capitalisme utilise l'arme football pour détourner les prolétaires de leur mission immédiate. Mais il n'y a pas que la bourgeoisie traditionnelle à avoir compris l'intérêt et l'importance de ce dérivatif vital pour elle. Quand elle est défaillante, les forces politiques locales (voire régionales ou nationales) viennent à son secours. Le but de tous ces chacals est le même: éviter la reprise de la lutte de classe et les révoltes ouvrières.

Le sport est un outil de division du prolétariat. La manipulation capitaliste a atteint véritablement son but lorsque ses corollaires - chauvinisme et nationalisme - écartèlent la classe ouvrière. La bourgeoisie se frotte alors les mains. Oh! certes, avec l'hypocrisie qui lui sied si bien, elle fait semblant de s'offusquer lorsque les hooligans et autres skinheads des différents clubs ou pays en viennent aux mains. Mais ces petits débordements ne sont rien comparés aux torrents de révolte prolétarienne qui seront nécessaires pour détruire à jamais le capitalisme et, d'autre part, ils permettent de fliquer de façon accrue le prolétariat. D'ailleurs, ces provocations ne sont-elles pas organisées par la bourgeoisie elle-même qui ensuite peut continuer à mieux exploiter et mieux pressurer les prolétaires.

Même quand le sport est dans un état de putréfaction avancée, il continue à servir la bourgeoisie. Ainsi dans le cas OM-Valenciennes, ce n'est pas par souci de justice ou de regain d'honnêteté irréalisable et utopique que la bourgeoisie aidée par ses fidèles serviteurs médiatiques nous a narré ininterminablement les pérégrinations des moindres lampistes. Cette affaire est loin d'être la première du genre, y compris en France. Elle

n'est pas plus scabreuse que beaucoup d'autres. Alors pourquoi faire tant de bruit, sinon pour masquer et taire les différentes attaques dont est victime la classe ouvrière (CSG, cotisations sociales, retraite, chômage, etc...).

Pour une meilleure efficacité du somnifère médiatique, rien de tel que de lui offrir une place dans le piège tendu au prolétariat. TFI, Europe 1, Canal +, RTL, RMC... pratiquent le sponsoring de différentes entreprises sportives.

Au niveau politicien, le sport a souvent servi à masquer certaines collaborations honteuses. Par exemple, pendant qu'on vendait des armes à l'Afrique du Sud sous l'apartheid, la bourgeoisie se donnait bonne conscience en refusant certaines rencontres sportives avec ce pays ou, summum de l'hypocrisie, en laissant aux sportifs concernés le choix d'y aller ou pas.

CONCLUSION

Dans le système capitaliste, le sport ne peut être que pourri. Son but est uniquement de servir les intérêts de la bourgeoisie. Il modère ou fait oublier au prolétariat les antagonismes de classe. Imaginer, ne serait-ce qu'une seconde, que le sport puisse être propre dans la société capitaliste relève de l'utopie délirante. Pour que le sport trouve d'autres caractéristiques, il faudra abattre la cause de sa putréfaction: le capitalisme. Mais pour cela, le retour à la lutte de classe est indispensable. La collaboration interclassiste doit être bannie à jamais.

Dans la société communiste mondiale, le sport retrouvera sa véritable raison d'être et son entière utilité. Il permettra le plein épanouissement de chacun pour le bien-être de la communauté universelle, débarrassé qu'il sera de la concurrence, de la sélection, du chauvinisme, du nationalisme, de l'argent et des classes sociales.

IL COMUNISTA No 37 / luglio 1993

-Con l'elezionismo, è il proletariato, come sempre, a pagare il conto più salato

-Il patto sociale siglato da governo, padronato e triplice sindacale, ingabbia e istituzionalizza il peggioramento delle condizioni generali di vita e di lavoro degli operai

-Somalia: Brigantaggio imperialistico e orrori degli aiuti umanitari

-Punti sulla questione della lotta immediata e degli organismi proletari indipendenti (III)

-Solidarietà con i proletari palestinesi

-Ligaciov e gli internazionalisti da operetta

-Le critiche di «battaglia comunista»

-La difficile via della lotta fuori delle maglie del collaborazionismo sindacale

-Perù: Sendero Luminoso

-Hanno venduto per due lire la nostra pelle

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

UKRAINE

Le début de l'été a été marqué par un mouvement important des mineurs qui a entraîné de nombreux secteurs à sa suite. Les grévistes ont montré les mêmes capacités d'organisation que lors de la grande grève des mineurs dans toute l'Union Soviétique en 1989. Le démantèlement de l'URSS en plusieurs Etats a eu aussi pour conséquence d'empêcher l'apparition de luttes d'une aussi grande ampleur. Mais la grève du mois de juin de cette année, qui s'est achevée sur la promesse des autorités d'organiser fin septembre un référendum sur la confiance envers le président Kravtchouk et son gouvernement montre que si les travailleurs accordent encore du crédit aux discours de la classe dominante, aux nouvelles institutions démocratiques et aux sirènes régionalistes, ils ont déjà pu constater que les lendemains meilleurs promis par les nationalistes avec l'accession à l'indépendance ont fait place à une dure réalité et que la lutte ouvrière reste le moyen le plus sûr pour se défendre.

Nous publions ci-dessous des extraits d'un interview par téléphone de membres du comité de grève de la ville minière de Donetsk; bien que publié par le très réactionnaire hebdomadaire parisien «Rousskaya Mysl» (18/6/93), il donne un aperçu saisissant de la situation.

La grève dure à Donetsk depuis le 9 juin. Les revendications économiques avancées au début sont maintenant remplacées par les conditions politiques de poursuivre les négociations avec le gouvernement ukrainien. Sur la place centrale de Donetsk se tient sans désemparer un meeting de plusieurs milliers de personnes. L'état-major du comité de grève de Donetsk a organisé une permanence 24 heures sur 24 de militants, délégués des branches les plus importantes de l'économie. Le travail a cessé dans les entreprises du charbon et de la métallurgie, les industries légères et chimiques et les transports automobiles. Par décision du comité de grève les travaux urgents dans différentes branches sont assurés, en particulier ceux dont les cycles technologiques ne peuvent être arrêtés. Le comité de grève contrôle le fonctionnement régulier des entreprises de l'alimentation, de la distribution, des transports urbains, des chemins de fer, de l'aviation et des moyens de secours de la région.

Le comité de grève de Donetsk a été créé le premier jour de la grève (alors grève des mineurs de toute l'URSS) de l'été 1989. Le comité de grève contrôle totalement en ce moment la situation dans la région. Il faut dire que l'introduction par le comité de grève comme mesure temporaire du «régime sec» n'a entraîné presque aucune objection, ni de la part des habitants du Donbass, ni de la majorité écrasante des participants à la grève. De plus en raison de l'apparition de quelques mineurs ivres dans les mines ou même dans le meeting les mesures les plus drastiques ont été immédiatement adoptées: 6 personnes ont été renvoyées.

Les revendications politiques les plus importantes des grévistes: - accorder l'autonomie à la région de Donetsk - organiser à partir de septembre un référendum sur la confiance envers les soviets de députés à tous les niveaux (depuis les soviets de village jusqu'au soviét suprême) et envers le président de l'Ukraine).

Dans la nuit du 14 avril j'ai joint par téléphone le comité de grève de Donetsk et j'ai demandé aux permanents de me dire les détails des causes de la grève. Selon Ivan Oléyinsk, membre du comité, en cas de refus d'accorder les revendications, les grévistes se réservent le droit de s'adresser aux habi-

tants de la région pour lancer des actions de masse de désobéissance civile et même de demander le soutien du peuple ukrainien.

A propos de la revendication d'autonomie régionale, Ivan Oléyinsk dit: «j'ai entre les mains les données officielles sur la répartition des impôts régionaux dans le budget de l'Ukraine. Regardons: Donbass à l'heure actuelle 93,7% des impôts (soit 88,7 milliards de carbovanets) vont au budget national et 6,3% aux besoins locaux. Nous pouvons calculer en gros la conséquence: pour chaque rouble produit chacun de nous reçoit à peine 2 kopecks. Et regardez: région de Volinski, part qui va au budget national: 19,2%. Et toute une série de régions - par exemple Odessa, la Transcarpathie - se contentent uniquement de recevoir des dotations du budget de l'Etat». C'est précisément la situation économique qui a conduit à la grève des plus grandes entreprises de cette région ukrainienne.

«C'est le gouvernement ukrainien lui-même qui nous a poussé à la grève, dit Oléyinsk. Ni le Parlement, ni le Conseil des Ministres, ni le président Kravtchouk n'ont voulu recevoir les délégations du Donbass. Et entre temps une nouvelle augmentation des prix a eu lieu aux premiers jours de juin. Cela a fait chuter au «point zéro» le niveau de vie de non seulement nous les mineurs, mais de toute la région. En plus de la hausse des prix (le 3 juin), les salaires ne devaient être payés qu'une semaine ou deux plus tard. Voici quelques exemples de la hausse en carbovanets ukrainiens. Le pain blanc était à 60 c.; maintenant il est à 176-182c. Le litre de lait était à 50-70c., maintenant: 289-300c.; le kg de viande est passé de 778c. à 2500-300. Le salaire est resté au même niveau, sauf qu'ils ne le payent plus. La dernière fois que je l'ai touché, c'était en mai - et pour le mois d'avril. Et je fais partie d'une catégorie d'habitants bien payés. Pour avril, tout compris j'ai touché environ 100.000 carbovanets. Mais dans les mines la situation était encore relativement bonne.

A propos, ajoutez que le casse-croûte dans la mine était encore en mai en gros de 700c., il est passé maintenant à 2500-3000c. par semaine. Et j'ai encore les enfants à nourrir, le loyer à payer...

Et les retraités? Par exemple ma mère a en ce moment une retraite de 6300c. par mois mais elle ne leur est pas payée. Ils veulent maintenant doubler les retraites en moyenne. Mais cela ne suffit que pour vivre 10-12 jours. Et peut-être que les retraités ne tombent jamais malades? Je sais que ma mère a besoin de médicaments qui coûtent 1600c. Et songez maintenant aux enfants, aux mères célibataires, aux handicapés...»

A ce moment une travailleuse membre du comité de grève, Nina Popovitch qui travaille dans la fabrication d'articles de consommation courante au combinat cotonnier de Donetsk, se joignit à notre conversation

«Au combinat ma paye est en moyenne de 10.000 c, mais nous ne l'avons pas touchée. Bien sûr il faut s'arranger d'une façon ou d'une autre. Je ne peux laisser sans rien mes enfants, un garçon de 11 ans et une fille de 7 ans. (...) Ils sont maintenant partis chez ma mère à la campagne. Aujourd'hui une ouvrière du textile est de garde avec nous, Claudia Serguéyevna Pissanets. Elle a deux enfants, 12 et 16 ans. Elle ne peut les envoyer en camp de jeunes: la place coûte 120-150.000c. Mais elle touche le même salaire que moi. Et bien si vous vous rappelez que notre combinat depuis oct. 92 est resté plus de 7 mois arrêté faute de matières premières? Et depuis ce moment jusqu'au 19 avril le personnel a travaillé en tout 20 jours. Et le personnel, c'est 9.000 personnes. La majorité sont des femmes, des femmes

de mineurs. Et alors est-ce que nous pourrions maintenant rester passives? De plus nous avons déjà l'expérience d'une lutte pour nos droits - à l'automne 1991 nous avons été la première et la seule entreprise de l'ancienne Union Soviétique dont le personnel a rompu le «blocus» de la grève des mineurs et mené une grève de solidarité de 23 jours».

La grève des mineurs et autres travailleurs du Donbass, qui a été suivie par deux millions de personnes, est restée confinée à cette région orientale de l'Ukraine où les russes sont très nombreux et très méfiants vis-à-vis des autorités de l'Ukraine indépendante. Les autorités locales ont habilement donné l'impression de soutenir le mouvement et ont réussi à s'en servir pour arracher le maximum de concessions du pouvoir central, en terme de décentralisation par exemple. Le plus grand bénéficiaire de la grève a été jusqu'ici le maire de Donetsk qui a été appelé au poste de premier ministre adjoint chargé des relations avec les pays de la C.E.I., puis qui a remplacé le premier ministre après la démission de celui-ci courant septembre. Ce personnage était aussi le directeur de l'une des mines et il a un de ses adjoints parmi les dirigeants de la grève. Au gouvernement ukrainien il milite pour l'intégration économique des Etats issus de l'URSS - ce qui est la revendication des secteurs industriels les plus importants. La présence de bourgeois au sein même de la direction du mouvement explique pourquoi les objectifs de la grève ont rapidement glissé du terrain des revendications économiques prolétariennes au terrain de la politique bourgeoise.

C'est la démonstration que la lutte la plus massive, la plus puissante, peut être déviée sans trop de difficultés dans une impasse si elle n'a pas réussi à se donner une **organisation** et une **direction** de classe. Les travailleurs du monde entier ont à résoudre ce problème, mais il va se reposer avec beaucoup d'acuité pour les travailleurs ukrainiens, confrontés à l'aggravation continue de la crise économique.

A la mi-septembre le rythme de l'inflation a atteint les 50% par mois et la chute de la production pour les premiers semestres est de l'ordre de 10 à 20% dans la plupart des secteurs. Dans ces conditions la chute de popularité des nationalistes n'est pas étonnante...

ALGERIE

Du 20 au 27 juillet les 4.200 dockers du port d'Alger (qui représente à lui seul 35% à 40% du trafic maritime de l'Algérie) ont fait grève. Les revendications portaient sur la revalorisation de la prime d'ancienneté, le travail permanent pour les dockers occasionnels qui sont sous contrat dans ce pays, la participation aux bénéfices et l'établissement de plans de carrière. Au bout de 8 jours et plusieurs réunions tripartites entre patronat portuaire, syndicats et ministère des transports il y a eu un accord et les syndicats faisaient reprendre le travail bien que rien de concret n'ait été obtenu. Les dockers ont été accusés d'être manipulés politiquement, de vouloir déstabiliser le pays, d'affamer la population, etc. Il est facile de constater sur ce dernier point que les pénuries de pain ont continué tout l'été, bien après la fin de la grève des dockers qui empêchait le débarquement de bateaux contenant de la farine, du blé et autres produits alimentaires (20 navires étaient bloqués à quai et 17 en rade). Les autorités portuaires ont refusé d'augmenter les salaires en arguant que les bénéfices seraient entièrement réinvestis dans la modernisation des équipements et en affirmant même, selon les syndicalistes inter-

viewés par «Alger Républicain» (27/7), qu'elles ne voulaient pas instaurer un intéressement des travailleurs aux bénéfices afin d'éviter à avoir à déclarer ces derniers au fisc! Les bonzes syndicaux de l'UGTA qui avaient déjà à 2 reprises fait reporter un mouvement de grève des dockers ont réussi à faire reprendre le travail. Mais ce n'est sans doute que partie remise. La situation sociale ne cesse de se détériorer et d'autres conflits ont éclaté.

La plus importante a peut-être été celle qui a touché cet été l'E.B.A. (Entreprise du Bâtiment d'Alger, ex-Sonatiba) qui emploie 5.000 travailleurs. La grève a été déclenchée le 23 juin, entre autres contre le plan de restructuration et pour le départ du P-DG à cause de ses pratiques anti-ouvrières. La direction a dénoncé ce qu'elle appelle une grève sauvage et entamé des actions en justice pour entraves à la liberté du travail (piquets de grève); elle a reçu selon ses dires le soutien des bonzes de l'UGTA, qui avaient déjà pris des mesures disciplinaires contre les syndicalistes de l'entreprise pour «non-respect des statuts du syndicat» en raison de leur activité revendicative... L'entreprise a déjà connu une grève de 22 jours en juin 92.

Des grèves dans d'autres entreprises ont eu lieu; à Annaba il y avait au mois de juin des grèves à l'EPBTP (travaux publics) et à Realsider tandis que la situation était tendue à la Sider et à Asmidal où les directions opposaient un refus aux revendications salariales des travailleurs. A Béjaïa le personnel du secteur médical et para-médical a fait plusieurs semaines de grève pour l'amélioration des conditions de travail, contre les trafics, le favoritisme, etc. La direction a répondu en déposant une plainte pour «grève sauvage» et une plainte contre 4 syndicalistes pour «agression» du directeur. Un «comité de soutien populaire» aux grévistes s'est constitué. Il est probable qu'ailleurs dans le pays d'autres grèves se sont déroulées dont nous n'avons pu avoir connaissance.

ROUMANIE

Depuis plusieurs mois la Roumanie est sujette à une vague de grèves. Ces conflits se sont exacerbés à la suite de la levée le premier mai de toutes les subventions étatiques aux produits de première nécessité; le prix du pain a été alors multiplié par 4 et d'autres produits ont augmenté davantage encore: environ 8 fois en moyenne pour le lait, le beurre, l'eau, l'électricité, les transports, etc. En compensation le gouvernement a augmenté le salaire minimum de 17.600 lei à 30.000 lei (le salaire moyen étant avant les hausses de 34.000 lei). Les syndicats revendiquaient un salaire minimum de 50.000 lei (moins de 500 FF).

Après l'échec de ces négociations salariales en mai certains syndicats lancèrent des appels à une grève générale. Des grèves ont alors eu lieu dans différents secteurs comme le métro de Bucarest ou la sidérurgie (plusieurs dizaines de milliers de grévistes). Puis ce furent les mineurs de la vallée de la Jiu, qui obtinrent partiellement satisfaction. Pendant l'été ce sont les cheminots qui ont pris la relève et ont paralysé pendant plus d'une semaine l'activité économique du pays. La Cour suprême déclara la grève illégale et ordonna sa suspension pour 80 jours, sans pouvoir entamer la solidité du mouvement. Après avoir laissé pourrir quelques jours le conflit, le gouvernement réussit à casser la grève en émettant un ultimatum menaçant et en faisant croire par la radio et la télé, après avoir coupé les liaisons téléphoniques, que la reprise s'amorçait.

Mais les travailleurs roumains n'ont pas dit leur dernier mot.